

MAI 1934

PRIX : 2 Francs

LENINE1917LENINE1917 - NOSKE1919NOSKE1919 HITLER1933HITLER1933
LENINE1917LENINE1917 - NOSKE1919NOSKE1919 HITLER1933HITLER1933
LENINE1917LENINE1917 - NOSKE1919NOSKE1919 HITLER1933HITLER1933
LENINE1917LENINE1917 - NOSKE1919NOSKE1919 HITLER1933HITLER1933
LENINE1917LENINE1917 - NOSKE1919NOSKE1919 HITLER1933HITLER1933
LENINE1917LENINE1917 - NOSKE1919NOSKE1919 HITLER1933HITLER1933
LENINE1917LENINE1917 - NOSKE1919NOSKE1919 HITLER1933HITLER1933
LENINE1917LENINE1917 - NOSKE1919NOSKE1919 HITLER1933HITLER1933
LENINE1917LENINE1917 - NOSKE1919NOSKE1919 HITLER1933HITLER1933
LENINE1917LENINE1917 - NOSKE1919NOSKE1919 HITLER1933HITLER1933
LENINE1917LENINE1917 - NOSKE1919NOSKE1919 HITLER1933HITLER1933
LENINE1917LENINE1917 - NOSKE1919NOSKE1919 HITLER1933HITLER1933
LENINE1917LENINE1917 - NOSKE1919NOSKE1919 HITLER1933HITLER1933
LENINE1917LENINE1917 - NOSKE1919NOSKE1919 HITLER1933HITLER1933
LENINE1917LENINE1917 - NOSKE1919NOSKE1919 HITLER1933HITLER1933

BILAN

BULLETIN THÉORIQUE MENSUEL DE LA
FRACTION DE GAUCHE DU P. C. I.

7

Rédaction-Administration (France) :

G. Davoust, 26, rue des Plantes, Paris 14^e

Compte Ch. P. : Davoust-Paris 851.91

Administration (Belgique) :

A. Honinckx, 41, r. J. d'Ardenne, Bruxelles

Compte Ch. Postaux : 766.82 Bruxelles

ABONNEMENT

Belgique et France : 1 an, 20 fr.; 6 mois, 10 fr.

Autres pays : 1 an, 30 francs; 6 mois, 15 francs

● Abonnement de soutien : 50 francs ●

Adresse pour Correspondance et mandat :

Gaston DAVOUST, 26, rue des Plantes, 26, PARIS-14^e, (France)

Compte Ch. Postaux Davoust-Paris N° 851.91

Administr.: (Belgique) A. HONINCKX, 41, rue J. d'Ardenne, Bruxelles

Compte chèques postaux 766.82, Bruxelles

SOMMAIRE

L'Antifascisme : formule de confusion	221
La grève de Verviers, A. Hennaut	227
Parti, Internationale, Etat : Classe et Etat	231
La gestion nationale, A. Bordiga	239
Une quatrième internationale ou une réplique de la Troisième (suite), A. Soep	248
A propos de Staline et du Stalinisme	255
La catastrophe de Pâturages, 3e page couverture.	

POUR LE RETOUR DE TROTSKY EN RUSSIE

La bourgeoisie française veut reléguer le camarade Trotsky sur l'île d'Aix. Il s'agit tout bonnement de le mettre dans l'impossibilité de suivre le mouvement révolutionnaire, de lui donner une prison assez « démocratique » où ses moindres gestes pourraient être surveillés. La bourgeoisie est pleinement justifiée dans son action: Trotsky symbolise la révolution russe de 1917, c'est elle qu'elle voudrait frapper en lui. Les communistes comprennent ce sens de classe qui anime le capitalisme français; ils savent que le droit d'asile pour la révolution russe n'est qu'un plat sophisme: c'est une question de force entre la bourgeoisie et nous. C'est pourquoi ils exigeront la rentrée immédiate de Trotsky en Russie afin qu'il puisse prendre place à nouveau parmi les ouvriers russe, qu'avec Lénine il conduisit à la victoire.

LISTE DE SOUSCRIPTION

Liste n° 2, Bruxelles: Mitchell, 20; Dina, 5; Jean, 5; Max, 2; Husda, 5; Palla, 20. Total fr. belges, 57 = fr. français 40.65. — Liste n° 3, Paris: Nero, 10; Moro et Mora, 5; Magnelli, 01. — Total 25. — Liste n° 8, Bruxelles: Hollande, 3; Anonyme, 4; Antoine, 2.50; N.N., 1.50; Jacquemaine, 1.50; Pour « Bilan », 2.30; Manfre, 5; Marguerite, 2.50; Riccio, 5. Total fr. belges, 27.30 = fr. français 19.50. — Report n° 6: fr. 199.05. — Total à reporter: 284.20.

B I L A N

Bulletin théorique mensuel de la
Fraction de Gauche du P. C. I.

L'ANTIFASCISME : Formule de confusion

Fort probablement, la situation actuelle dépasse, par l'ampleur de la confusion, toutes les situations précédentes de reflux révolutionnaire. Cela découle, d'une part, de l'évolution contre-révolutionnaire des points d'appui conquis de haute lutte par le prolétariat dans l'après-guerre: l'Etat russe, la IIIe Internationale, et, d'autre part, de l'incapacité des ouvriers à opposer à cette évolution un front de résistance idéologique et révolutionnaire. L'entrecroisement de ce phénomène et de l'offensive brutale du capitalisme, s'orientant vers la formation des constellations en vue de la guerre, détermine des reflexes de lutte, de la part des ouvriers et parfois aussi des batailles grandioses (Autriche). Mais ces batailles ne parviennent pas à ébranler la puissance du centrisme, seule organisation politique, de masse et désormais acquis aux forces de la contre-révolution mondiale.

La confusion, dans un pareil moment de défaites, n'est donc qu'un résultat obtenu par le capitalisme, incorporant l'Etat ouvrier, le centrisme, aux besoins de sa conservation, les orientant là où agissent, depuis 1914, les forces insidieuses de la social-démocratie, agent principal de la désagrégation de la conscience des masses et porte-parole qualifié des mots d'ordre des défaites prolétariennes et des victoires capitalistes.

Dans cet article, nous examinerons une formule-type de confusionnisme, ce que l'on appelle même, dans des milieux ouvriers qui s'intitulent de gauche (?): « l'antifascisme ».

Nous ne nous attellerons pas à faire une analyse de la situation de pays telles la France, la Belgique (pays où ce problème se pose tout particulièrement), analyse qui aurait pour but d'établir s'il existe ou non une perspective d'attaque fasciste imminente; de même, nous n'examinerons pas la conception qui veut qu'actuellement s'ouvre, à l'échelle internationale, la perspective d'une extension des régimes fascistes dans tous les pays. D'autre part, nous n'analyserons pas ici les problèmes théoriques reliés à la signification du fascisme, les positions que le prolétariat devra adopter envers les institutions démocratiques, au moment de l'attaque fasciste. Tous ces problèmes, nous les étudierons dans d'autres articles. Nous nous bornerons, pour la clarté de notre exposé, à ne traiter qu'un problème: l'antifascisme et le front de lutte que l'on prétend pouvoir réaliser autour de cette formule.

Il est élémentaire — ou plutôt il l'était auparavant — d'affirmer qu'avant d'entamer une bataille de classe, il est nécessaire d'établir les objectifs que l'on s'assigne, les moyens à employer, les forces de classe qui peuvent intervenir favorablement. Il n'y a rien de « théorique » dans ces considérations, et par là nous entendons qu'elles ne s'exposent pas à la critique facile de tous ces éléments blasés de « théories », dont la règle consiste, au-delà de toute clarté théorique, à tripataouiller dans des mouvements avec n'importe qui, sur la base de n'importe quel programme, pourvu que subsiste « l'action ». Nous sommes évidemment de ceux qui pensent que l'action ne découle pas des « coups de gueule » ou de bonnes volontés individuelles, mais des situations elles-mêmes. En outre, pour l'action, le travail théorique est indispensable afin de préserver la classe ouvrière de nouvelles défaites. Et on doit bien saisir la signification du mépris affecté par tant de militants, pour le travail théorique, car il s'agit toujours, en réalité, d'introduire, en

catimini, à la place des positions prolétariennes, les conceptions principielles de l'ennemi : de la social-démocratie, au sein des milieux révolutionnaires tout en proclamant l'action à tout prix pour une « course de vitesse » avec le fascisme.

Ainsi, pour ce qui est du problème de l'antifascisme, ce n'est pas seulement le mépris du travail théorique qui guide ses nombreux partisans, mais la sotte manie de créer et de répandre la confusion indispensable pour constituer un large front de résistance. Aucune délimitation préjudicielle afin de ne perdre aucun allié, aucune possibilité de lutte : voilà le mot d'ordre de l'antifascisme. Et nous voyons ici que, pour ce dernier, **la confusion est idéalisée et considérée comme un élément de victoire**. Nous rappelons qu'il y a plus d'un demi-siècle Marx disait à Weitling que l'ignorance n'a jamais servi le mouvement ouvrier.

Actuellement, au lieu d'établir les objectifs de la lutte, les moyens à mettre en œuvre, les programmes nécessaires, la quintessence suprême de la stratégie marxiste (Marx dirait de l'ignorance) est présentée ainsi : s'accoler des adjectifs, dont le plus courant sera évidemment « léniniste », et révoquer à tout moment, et tellement hors propos, la situation de 1917 en Russie, l'attaque de septembre de Kornilov. Il fut, hélas ! un temps où les militants prolétariens avaient encore leur tête sur les épaules et où ils analysaient les expériences historiques. A ce moment, avant d'établir des analogies entre les situations de leur époque et ces expériences, ils recherchaient d'abord si un parallèle politique entre le passé et le présent était possible ; mais ce temps paraît révolu, surtout si l'on s'en tient à la phraséologie courante des groupes prolétariens.

Inutile, entend-on dire, d'établir la comparaison entre le tableau de la lutte des classes en 1917 en Russie, et la situation d'aujourd'hui des différents pays ; de même, inutile de voir si le rapport de force entre les classes d'alors présente certaines analogies avec aujourd'hui. La victoire d'Octobre 1917 est un fait historique, il n'y a donc qu'à copier la tactique des bolchéviks russes et surtout à en donner une très mauvaise copie, laquelle changera suivant les différents milieux qui interprètent ces événements sur la base de conceptions de principe opposées.

Mais qu'en Russie le capitalisme faisait, en 1917, ses premières expériences au pouvoir étatique, alors qu'à l'opposé le fascisme surgit d'un capitalisme qui détient le pouvoir depuis des décades, que, d'autre part, la situation volcanique et révolutionnaire de 1917 en Russie soit à l'opposé de la situation réactionnaire actuelle, cela n'inquiète nullement ceux qui s'intitulent aujourd'hui « léninistes ». Au contraire, leur admirable sérénité ne sera pas troublée par l'inquiétude de confronter les événements de 1917 avec la situation actuelle, en se basant sérieusement sur l'expérience italienne et allemande. Kornilov suffit à tout. Et la victoire de Mussolini et d'Hitler sera uniquement imputable à de prétendues déviations, effectuées par les partis communistes, par rapport à la tactique classique des bolchéviks en 1917, alors que par un jeu d'acrobaties politiques, on assimilera les deux situations opposées : la révolutionnaire et la réactionnaire.

Pour ce qui est de l'antifascisme, les considérations politiques n'entrent pas en jeu. Ce dernier se donne pour but de regrouper tous ceux qui sont menacés par l'attaque du fascisme en constituant un « **syndicat des menacés** ».

La social-démocratie dira aux radicaux-socialistes de veiller à leur propre sécurité et de prendre immédiatement des mesures de défense contre les menaces du fascisme : Herriot et Daladier pouvant, eux aussi, être victimes de la victoire de ce dernier. L. Blum ira même plus loin : il avertira solennellement Doumergue que s'il ne prend pas garde au fascisme, le sort de Brüning l'attend. Le centrisme, pour sa part, s'adressera « à la base socialiste » ou inversement la S.F.I.O. s'adressera au centrisme, afin de réaliser le front unique : socialistes et communistes étant menacés par l'attaque du fascisme. Il reste encore les bolchéviks-léninistes qui, dressés sur leurs ergots, proclameront avec grandiloquence être prêts à constituer un front de lutte en dehors de toute considération politique, sur la base d'une solidarité permanente entre toutes les formations « ouvrières » (?) contre les menées fascistes.

La considération qui anime toutes ces spéculations est certes très simple — trop simple pour être vraie — : rassembler tous les « menacés » animés d'un dé-

sir analogue d'échapper à la mort, dans un front commun antifasciste. Cependant, l'analyse la plus superficielle prouve que la simplicité idyllique de cette proposition cache, en réalité, l'abandon total des positions fondamentales du marxisme, la négation des expériences du passé et de la signification des événements actuels. Bien sûr, il est facile de clamer qu'Herriot a tort de faire partie du gouvernement issu de « l'émeute » du 6 février et qu'il devrait se souvenir qu'en Italie le libéral Amendola faisant partie du ministère qui transmet le pouvoir au fascisme, fut assassiné par ce dernier. Il est tout aussi facile d'affirmer qu'à Clermont-Ferrand, le parti radical-socialiste a fait acte de suicide en sanctionnant « la trêve des partis » : l'expérience allemande prouvant que la « trêve » de Brüning servit admirablement le fascisme qui n'épargna pas les partis démocratiques. Et, enfin, l'on pourrait, avec la même désinvolture, conclure en affirmant que les socialistes français, belges, doivent trouver dans les événements d'Allemagne et d'Autriche des enseignements définitifs pour les préserver d'une mort certaine et pratiquer, en réaction, une politique révolutionnaire. Les centristes devront, à leur tour, — toujours selon le même évangile — trouver dans le sort de Thaelman et les camps de concentration, le besoin d'abandonner la tactique du front unique visant, non à la lutte de la classe ouvrière, mais à la « destruction du parti socialiste » pour revenir à une pratique « honnête » de ce dernier, comme le droitier et philo-social-démocrate Doriot le demande en s'appuyant sur les ouvriers de Saint-Denis et en canalisant, dans l'impasse de la confusion, leur désir de lutte et de réaction au centrisme.

Mais toutes ces considérations sur ce que radicaux, socialistes, centristes auront à faire pour sauvegarder leurs personnes et leurs institutions, tous les sermons prononcés « ex cathedra » à ce sujet, ne sont, en aucun cas, susceptibles de modifier le cours des situations, car le problème revient à ceci : **transformer radicaux, socialistes et centristes en des communistes, la lutte contre le fascisme ne pouvant s'établir que sur le front de la lutte pour la révolution prolétarienne**. Et, malgré les sermons, la social-démocratie belge n'en lancera pas moins ses plans de renflouement du capitalisme, n'hésitera pas à torpiller tous les conflits de classe, livrera, en un mot et sans hésiter, les syndicats au capitalisme. Doumergue, d'autre part, ne fera que recalquer Brüning, Blum suivra les traces de Bauer et Cachin celles de Thaelmann.

Encore une fois, nous le répétons, nous ne rechercherons pas, dans cet article, si l'axe de la situation en Belgique, en France, peut être comparé aux circonstances qui déterminèrent la montée et la victoire du fascisme en Italie et en Allemagne. Notre analogie porte surtout sur le fait que Doumergue recalque Brüning, au point de vue de la fonction qu'ils peuvent avoir dans deux pays capitalistes foncièrement différents, fonction qui consiste, comme pour Blum et pour Cachin, à immobiliser le prolétariat à désagréger sa conscience de classe et à permettre l'adaptation de son appareil étatique aux nouvelles circonstances de la lutte inter-impérialiste. Il y a de bonnes raisons pour croire qu'en France, particulièrement, l'expérience de Thiers, Clémenceau, Poincaré se répète sous l'expression de Doumergue, que nous assisterons à la concentration du capitalisme autour de ses formations de droite, sans que cela comporte l'étranglement des formations radicales socialistes et socialistes de la bourgeoisie. D'autre part, il est profondément erroné de baser la tactique prolétarienne sur des positions politiques que l'on fait découler d'une simple perspective.

Ainsi, le problème n'est pas d'affirmer : le fascisme est menaçant, dressons le front unique de l'antifascisme et des antifascistes, mais il faut, au contraire, déterminer les positions autour desquelles le prolétariat se rassemblera pour sa lutte contre le capitalisme. Poser le problème de la sorte, signifie exclusion du front de lutte contre le capitalisme des forces antifascistes et même arriver à cette conclusion (qui pourrait sembler paradoxale) que s'il se vérifie une orientation définitive du capitalisme vers le fascisme, la condition du succès réside dans l'inaltérabilité du programme et des revendications de classe des ouvriers, alors que la condition de la défaite certaine consiste dans la dissolution du prolétariat dans le marais antifasciste.

L'action des individus et des forces sociales n'est pas régie par des lois de conservation des individus ou des forces, en dehors des considérations de classes : Brüning ou Matteotti ne pouvaient pas agir en considération de leurs intérêts personnels ou des idées qu'ils soutenaient, c'est-à-dire emprunter le chemin de la révolution prolétarienne qui, seul, les aurait préservés de l'étranglement fasciste. Individu et force agissent en fonction des classes dont ils dépendent. Cela explique pourquoi les personnages actuels de la politique française ne font que suivre les traces laissées par leurs prédécesseurs des autres pays, et cela même dans l'hypothèse d'une évolution du capitalisme français vers le fascisme.

La base de la formule de l'antifascisme (le syndicat de tous les menacés) se révèle donc d'une inconsistance absolue. Si, d'autre part, nous examinons de quoi procède — du moins dans ses affirmations programmatiques — l'idée de l'antifascisme, nous constaterons qu'elle dérive d'une dissociation du fascisme et du capitalisme. Il est vrai que si l'on interroge, à ce sujet, un socialiste, un centriste ou un bolchévik-léniniste, tous affirmeront qu'effectivement le fascisme c'est le capitalisme. Seulement, le socialiste dira : « nous avons intérêt à défendre la Constitution et la République afin de préparer le socialisme » ; le centriste affirmera qu'on réalise plus facilement l'unité de lutte de la classe ouvrière autour de l'antifascisme, qu'autour de la lutte contre le capitalisme ; le bolchévik-léniniste affirmera qu'il n'existe pas de meilleure base pour le rassemblement et pour la lutte, que la défense des institutions démocratiques que le capitalisme n'est plus capable d'assurer à la classe ouvrière. Il s'avère donc que l'affirmation générale « le fascisme est le capitalisme » peut conduire à des conclusions politiques pouvant seules résulter de la dissociation du capitalisme et du fascisme.

L'expérience démontre, et cela anéantit la possibilité de distinction entre fascisme et capitalisme, que la conversion du capitalisme en fascisme ne dépend pas de la volonté de certains groupes de la classe bourgeoise, mais répond à des nécessités qui se rattachent à toute une période historique et aux particularités propres à la situation d'Etats se trouvant dans une situation de moindre résistance aux phénomènes de la crise et de l'agonie du régime bourgeois. Les expériences d'Italie et d'Allemagne peuvent — dans la mesure où une séparation étanche est possible — nous mener à cette conclusion : lorsque le capitalisme se voit obligé de passer à l'organisation fasciste de sa société, les bataillons fascistes fournissent les troupes de choc qui se dirigent contre les organisations de classe du prolétariat. Les formations politiques démocratiques de la bourgeoisie affirment alors une opposition au fascisme, laquelle a pour but d'appeler le prolétariat à confier la défense de ces institutions aux lois démocratiques et à la Constitution. En outre, la social-démocratie, qui agit dans le même sillon que les forces libérales et démocratiques, appelle également le prolétariat à poser comme revendication centrale le recours à l'Etat pour obliger les formations fascistes à respecter la légalité pour les désarmer ou même pour les dissoudre. Ces trois courants politiques agissent sur une ligne parfaitement solidaire : leur source se retrouve dans la nécessité pour le capitalisme d'aboutir au triomphe du fascisme, là où l'Etat capitaliste a pour but d'élever le fascisme jusqu'à en faire la forme nouvelle d'organisation de la société capitaliste.

Puisque le fascisme répond à des exigences fondamentales du capitalisme, c'est sur un autre front opposé que nous pourrions trouver une possibilité de lutte réelle contre lui. Il est vrai qu'aujourd'hui, nous nous exposons souvent à voir falsifier des positions que nos contradicteurs ne veulent pas combattre politiquement. Il suffira, par exemple, de s'opposer à la formule de l'antifascisme (qui n'a aucune base politique), parce que les expériences prouvent que, pour la victoire du fascisme, les forces antifascistes du capitalisme **ont été aussi nécessaires** que les forces fascistes elles-mêmes, pour s'entendre répondre : « peu importe d'analyser la substance programmatique et politique de l'antifascisme, ce qui nous intéresse, c'est que Daladier est préférable à Doumergue, que ce dernier est préférable à Maurras, et, dès lors, nous avons intérêt à défendre Daladier contre Doumergue ou Doumergue contre Maurras. Ou, selon les circonstances, Daladier ou Doumergue, puisqu'ils représentent un obstacle à la victoire de Maurras et que notre de-

voir est « d'utiliser la moindre fissure dans le but de gagner une position d'avantage pour le prolétariat ». Evidemment, les événements d'Allemagne, où les « fissures » que pouvaient représenter d'abord, le gouvernement de Prusse, ensuite Hindenburg-von Schleicher, n'ont été, en définitive, qu'autant d'échelons permettant l'ascension du fascisme, sont de simples bagatelles dont il ne faut pas tenir compte. Il est entendu que nos objections seront taxées d'antiléonistes ou d'anti-marxistes ; on nous dira que, pour nous, il est indifférent qu'il y ait un gouvernement de droite, de gauche ou fasciste. Mais, à ce dernier sujet, nous voudrions, une fois pour toutes, poser le problème suivant : **tenant compte des modifications survenues dans les situations de l'après-guerre, la position de nos contradicteurs qui demandent au prolétariat d'intervenir pour choisir entre les formes d'organisation de l'Etat capitaliste, la moins mauvaise, ne reproduit-elle pas la même position défendue par Bernstein appelant le prolétariat à réaliser la meilleure forme de l'Etat capitaliste ?** L'on nous répondra peut-être que l'on ne demande pas au prolétariat d'épouser la cause du gouvernement pouvant être considérée comme la meilleure forme de domination... au point de vue prolétarien, mais que l'on se propose simplement de renforcer les positions du prolétariat, à tel point d'imposer au capitalisme une forme de gouvernement démocratique. Dans ce cas, l'on ne ferait que modifier les phrases et le contenu resterait le même. En effet, si réellement le prolétariat est en condition d'imposer une solution gouvernementale à la bourgeoisie, pourquoi devrait-il se borner à un tel objectif au lieu de poser ses revendications centrales pour la destruction de l'Etat capitaliste ? D'autre part, si sa force ne lui permettrait pas encore de déclencher son insurrection, l'orienter vers un gouvernement démocratique, n'est-ce pas l'aiguillonner sur une voie permettant la victoire de l'ennemi ?

Le problème n'est certainement pas comme le voient les partisans du « meilleur choix » : le prolétariat a sa solution du problème de l'Etat, et il n'a aucun pouvoir, aucune initiative en ce qui concerne les solutions que donnera le capitalisme au problème de son pouvoir. Il est évident que, logiquement, il y aurait avantage à trouver des gouvernements bourgeois très faibles permettant l'évolution de la lutte révolutionnaire du prolétariat ; mais il est tout aussi évident que le capitalisme ne constituera des gouvernements de gauche ou d'extrême-gauche, qu'à la condition que ces derniers représentent la meilleure forme de sa défense dans une situation donnée. En 1917-21, la social-démocratie accédant au gouvernement réalisa la défense du régime bourgeois et fut la seule forme permettant l'écrasement de la révolution prolétarienne. **En considérant qu'un gouvernement de droite aurait pu directement orienter les masses vers l'insurrection, les marxistes devaient-ils préconiser un gouvernement réactionnaire ?** Nous formulons cette hypothèse pour prouver qu'il n'existe pas de notion de forme de gouvernement meilleure ou mauvaise valable en général pour le prolétariat. Ces notions existent seulement pour le capitalisme et suivant les situations. La classe ouvrière a, par contre, le devoir absolu de se regrouper sur ses positions de classe pour combattre le capitalisme sous la forme qu'il revêt concrètement : fasciste, démocratique ou social-démocratique.

La première considération essentielle que nous ferons en regard des situations actuelles, sera la proclamation ouverte que le problème du pouvoir ne se pose pas aujourd'hui d'une façon immédiate pour la classe ouvrière, et qu'une des manifestations les plus cruelles de cette caractéristique de la situation est le déclenchement de l'attaque fasciste, ou l'évolution de la démocratie vers les pleins pouvoirs. Dès lors, il s'agit de déterminer sur quelles bases pourra s'effectuer le rassemblement de la classe ouvrière. Et ici une conception vraiment curieuse va séparer les marxistes de tous les agents de l'ennemi et des confusionnistes qui agissent au sein de la classe ouvrière. Pour nous, le rassemblement des ouvriers est un problème de quantité : le prolétariat ne pouvant s'assigner pour but immédiat la conquête du pouvoir, se rassemble pour des objectifs plus limités, mais toujours de classe : les luttes partielles. Les autres, qui afficheront un extrémisme de bluff, altéreront la substance de classe du prolétariat et affirmeront qu'il peut lutter pour le pouvoir à n'importe quelle époque. Ne pouvant poser ce problème sur

des bases de classe, c'est-à-dire sur la base prolétarienne, ils l'émasculeront substantiellement en posant le problème du gouvernement antifasciste. Nous ajouterons encore que les partisans de la dissolution du prolétariat dans le marais de l'antifascisme, sont évidemment ceux-là mêmes qui empêchent la constitution d'un front de classe du prolétariat, pour ses batailles revendicatives.

Les derniers mois, en France, ont bien connu une efflorescence extraordinaire de programmes, de plans, d'organismes antifascistes, mais cela n'a nullement empêché Doumergue d'aboutir à une réduction massive des traitements, des pensions, signal pour les diminutions de salaires que le capitalisme français a bien l'intention de généraliser. Si la centième partie de l'activité déployée autour de l'antifascisme avait été dirigée vers la constitution d'un front solide de la classe ouvrière pour le déclenchement d'une grève générale pour la défense des revendications immédiates, il est absolument certain que, d'une part, les menaces répressives n'auraient pas suivi leur cours, et que, d'autre part, le prolétariat, une fois regroupé pour ses intérêts de classe, aurait repris confiance en lui-même, opérant ainsi une modification de la situation d'où serait surgi, à nouveau, le problème du pouvoir, dans la seule forme où il peut se poser pour la classe ouvrière : la dictature du prolétariat.

De toutes ces considérations élémentaires, il découle que l'antifascisme, pour être justifié, devrait procéder de l'existence d'une classe antifasciste : la politique antifasciste devrait découler d'un programme inhérent à cette classe. Qu'il ne soit pas possible d'arriver à de telles conclusions, cela ne résulte pas seulement des plus simples formulations du marxisme, mais aussi des éléments tirés de la situation actuelle en France. En effet, le problème se pose immédiatement des limites à assigner à l'antifascisme. A qui devrait-il se limiter à sa droite ? A Doumergue, qui est là pour défendre la République, à Herriot qui participe à la « trêve » pour préserver la France du fascisme, à Marquet qui prétend représenter « l'œil du socialisme » dans l'Union Nationale, aux Jeunes Tures du parti radical, simplement aux socialistes, ou enfin, même, avec le diable, pourvu que l'enfer soit pavé d'antifascisme ? Une position concrète du problème prouve que la formule de l'antifascisme ne sert que les intérêts de la confusion et prépare la déroute certaine de la classe ouvrière.

Au lieu de procéder à des modifications substantielles des revendications de la classe ouvrière, le devoir impérieux des communistes consiste à déterminer le rassemblement de la classe ouvrière autour de ses revendications de classe et au sein de ses organismes de classe : les syndicats. Pour ce qui concerne la C.G.T. (la C.G. T. U. ayant perdu tout caractère syndical pour ne devenir que l'appendice du centrisme), nous assistons — et cela est un autre fait caractéristique de la désagrégation de la classe prolétarienne — à un processus de modification fondamentale qui en fait un autre parti politique, se donnant pour but, et sur la base du programme des Etats généraux, d'une modification de la structure de la société sur des bases inter-classes. On voit donc qu'à la faveur de toute l'idéologie de l'antifascisme disparaît le syndicat, l'organe même qui pourrait regrouper le prolétariat dans la situation actuelle où seules les revendications immédiates sont susceptibles de reconstruire l'unité des luttes de la classe ouvrière. Nous dirons également, pour terminer, que la nécessité de s'appuyer sur les organisations syndicales résulte d'une donnée historique qui ne peut pas être écartée en considération de la faible influence des syndicats en France. En effet, nous ne nous basons pas sur la notion formelle du syndicat, mais sur la considération fondamentale que — ainsi que nous l'avons déjà dit — le problème du pouvoir ne se posant pas, il faut choisir des objectifs plus limités, mais toujours de classe pour la lutte contre le capitalisme. Et l'antifascisme détermine des conditions où la classe ouvrière non seulement va être noyée pour ce qui est de ses moindres revendications économiques et politiques, mais où elle verra aussi toutes ses possibilités de lutte révolutionnaire compromises et se trouvera exposée à devenir la proie du précipice des contrastes du capitalisme : de la guerre, avant de retrouver la possibilité de livrer la bataille révolutionnaire pour l'instauration de la société de demain.

LA GRÈVE DE VERVIERS

Depuis plus de quatre années, le prolétariat belge, marchant de défaite en défaite, a vu ses conditions d'existence avilies dans des proportions effrayantes. Dans l'industrie charbonnière, selon des estimations modérées — puisqu'elles émanent des dirigeants réformistes de la Centrale des Mineurs — les diminutions de salaires successives appliquées atteignaient 40 p.c. des taux de 1930. En métallurgie, les diminutions atteignent 30 p.c. Dans l'industrie du textile, elles les dépassent. Dans le bâtiment, elles sont quelque peu inférieures à ce chiffre. Mais ces chiffres sont loin de donner une image exacte de l'abaissement du niveau de vie que l'ouvrier belge s'est vu imposé. D'abord, les chiffres publiés dans les statistiques gouvernementales ou syndicales ne concernent, le plus souvent, que les diminutions officiellement enregistrées. Bien souvent, les ouvriers ont dû accepter de l'embauche en dessous des taux contractuels. On enregistre au chômage complet près de 15 p.c. des travailleurs et près de 25 p.c. de chômeurs partiels. Dès lors, on peut se faire une idée de l'abaissement brutal du standard de vie des ouvriers.

La grande grève des ouvriers du textile de Verviers, qui englobe plus de 16,000 ouvriers et ouvrières, n'a pas pour cause principale une menace patronale de diminution des salaires. Mais, comme on le pense bien, c'est à cela que, nécessairement, devrait aboutir une défaite des grévistes, qui luttent depuis le 22 février avec un courage et une unanimité qui forcent l'admiration. Par ces temps de nationalisme économique, où les diverses puissances capitalistes se livrent une guerre à coups de tarifs et de contingentements, dans le but de s'arracher, les unes aux autres, les débouchés, de plus en plus rares, nécessaires à leur exportation, c'est nécessairement par de nouveaux avilissements des salaires que se traduisent toutes les mesures de défense capitaliste. Et, dans cette lutte du capitalisme, il arrive un moment où, sous peine de rester stériles, les efforts doivent se concentrer vers la modification profonde des rapports entre patrons et ouvriers, rapports qui donnèrent de bons résultats à d'autres moments, mais qui, pour l'instant, sont devenus un obstacle aux visées patronales.

C'est le cas dans l'industrie textile de Verviers. C'est à cela que songeait l'« Etoile Belge », un des organes de combat du patronat belge, lorsqu'il affirmait, s'adressant au gouvernement, qu'il était temps de « réagir, de réagir avec vigueur contre... les menaces que fait courir à la collectivité le développement de la puissance syndicale ».

Il ne faut pas croire que les syndicats verviétois constituent une menace révolutionnaire quelconque. Il ne faut pas croire non plus que le patronat se méprend sur le compte de ce mouvement syndical et de ses dirigeants. Il sait, pour avoir collaboré avec eux pendant de longues années, que rien n'est plus étranger aux chefs syndicaux de Verviers comme d'ailleurs, que l'idée d'attenter au régime capitaliste et à ses représentants, mais... Il y a un mais. Le voici : Les ouvriers de Verviers ont conquis, de haute lutte, des conventions, des règlements, certains droits. En plus ils disposent, pour les faire respecter, d'organisations syndicales où la bureaucratisation n'a pas encore tué complètement l'esprit d'initiative des masses.

Les droits et les règlements favorables à l'ouvrier, qui sont actuellement remis en discussion, provoquent, de la part des patrons, la volonté d'introduire les réformes suivantes :

1° La réduction du personnel des équipes dans les filatures du peigné qui, en France, comptent un rattacheur en moins et, exceptionnellement, deux pour certains articles spéciaux ;

2° Au retordage, la possibilité de faire suivre au personnel un nombre plus élevé de broches ;

3° En filature cardée, la possibilité de proportionner le nombre des ouvriers à la difficulté technique que présente la matière à filer au lieu de s'en tenir à la règle immuable d'un homme pour 90 à 210 broches ;

4° Au tissage, la généralisation du travail à deux métiers, comme cela se pra-

tique à l'étranger et non plus uniquement à un métier, comme c'est l'usage à Verviers ;

» 5° **L'augmentation de la production** des ourdisseurs ;

» 6° **La suppression des 20 p.c. d'augmentation de salaire** à la seconde équipe ;

» 7° Le maintien, en cas de chômage, du partage du travail entre tous les ouvriers de l'usine (roulement).

» Les patrons déclarent aux journalistes, écrit le « Peuple », à qui ces renseignements sont empruntés, qu'ils n'ont pas l'intention de modifier, **en ce moment du moins**, les salaires de base et qu'ils veulent simplement mettre fin au système établi par la convention de 1919 et qui consiste à payer à la seconde équipe (équipe de nuit), laquelle travaille quarante heures par semaine (de 14 h. 30 à 23 heures), le même salaire qu'à l'équipe de jour, qui travaille de 6 heures à 14 h. 30.

» Les patrons ajoutent qu'ils ne désirent pas supprimer le roulement, « **mais bien en adapter le principe aux circonstances du moment** ». Ils maintiendraient le roulement dans le cadre du personnel strictement nécessaire ».

C'est contre la prétention des patrons d'introduire ces réformes que les ouvriers sont partis en grève. Les droits auxquels les patrons prétendent mettre fin maintenant ont été conquis de haute lutte, avons-nous dit. Certains sont très importants, notamment celui qui permet aux travailleurs de répartir, en cas de ralentissement dans le travail, la besogne entre eux. Ils datent de 1906, année où les ouvriers verviétois eurent à soutenir un lock-out général de six semaines. Cet engagement qui dressa, d'une part, l'ensemble des patrons fortement coalisés et, d'autre part, les ouvriers, qui avaient substitué à leurs anciens syndicats de métier leur Confédération Générale, se termina par un compromis. Les ouvriers y obtinrent la reconnaissance syndicale. Mais cette reconnaissance fut obtenue, en somme, par la renonciation des syndicats à l'organisation de la résistance spontanée des ouvriers. Ce dont les patrons se plaignaient le plus, c'était de la multiplicité des grèves et de l'impuissance de la Confédération à y mettre fin. Il se créa donc des Fédérations d'industries responsables de leurs membres vis-à-vis des patrons. Des conventions s'élaborèrent. Les syndicats obtenaient l'affichage, dans les usines, des convocations d'assemblées et autres avis. Mais on créait une commission mixte, Chambre de Conciliation, qui devait être saisie de tout conflit, dans le but de le résoudre pacifiquement. Les Fédérations s'engagèrent à **ne soutenir aucune grève** dont les mobiles n'auraient pas **préalablement** fait l'objet d'un examen de la part de cette commission. Inutile de dire que l'« Union sacrée » scellée en 1918 par le Parti Ouvrier Belge et la Commission Syndicale renforcèrent le système des conventions. A tel point qu'il détermina une scission : la Fédération du Peigné qui, en 1906 déjà, avait commencé par repousser le compromis, se détacha de la Centrale du Textile.

Ces temps qui furent témoins de l'ascension graduelle des organisations ouvrières verviétoises, ressemblent peu à ceux que nous traversons maintenant. La crise générale du capitalisme n'a pas été sans laisser son empreinte sur l'industrie de la laine verviétoise. Quoique produisant, en grande partie, une spécialité, les bons tissus et les « fantaisies », ce qui fait la renommée de la place, Verviers a souffert de la généralisation d'une technique plus perfectionnée. Certaines productions, telle celle des « serges », ne s'y font plus. Elles sont allées là où la force syndicale n'est pas si forte. L'industrie lainière doit importer ses matières premières de l'étranger. A Anvers, quelques fabriques s'appliquent au lavage des laines brutes qui y arrivent, ce qui diminue les frais de transports vers les centres où elles seront travaillées. Près de la moitié des laines filées sont exportées telles que, l'autre partie passe aux tissages qui sont établis un peu partout dans le pays. Seule, la filature est concentrée à Verviers. Les tissages se déplacent de plus en plus. Il y en a dans la province d'Anvers : Hoboken, Malines, dans la région bruxelloise et le Brabant, dans les deux Flandres. Le centre Roubaix-Tourcoing est un concurrent de Verviers. Les patrons font fortement état des conditions misérables de travail qu'ils ont pu imposer aux ouvriers du Nord et des Flandres. Malgré tout, Verviers conserve de fortes positions à cause de ses spécialités de tissus de bonne qualité, pour lesquels une main d'œuvre spécialisée et experte, difficile à former, reste nécessaire en dépit des progrès de la technique.

Mais il n'est pas étonnant que le patronat verviétois, à la vue de l'impuissance des travailleurs du Nord de la France, rêve également d'imposer à ses ouvriers les conditions de travail que les premiers se sont vus imposer à la suite d'échecs retentissants. Et il se peut que ce soit une indication dans ce sens, que c'est précisément un industriel de nationalité française, le sieur Flippo, qui a aussi de gros intérêts dans le Nord, qui se montre un des plus ardents à aboyer aux chausses des ouvriers verviétois.

Les dirigeants syndicaux verviétois, l'auraient-ils voulu, auraient difficilement pu empêcher cette grève. L'unanimité des 16.000 syndiqués — soit donc des personnels tout entier — était si complète, les provocations des patrons avaient tellement fait mousser l'indignation ouvrière, qu'ils ne songèrent certainement pas à s'opposer à la volonté des ouvriers. Mais qu'est-ce qu'une direction social-démocrate d'un mouvement de grève est d'autre — même quand les dirigeants acceptent le principe de la lutte — qu'un sabotage savant de la combativité des travailleurs et qu'un torpillage certain de toute initiative des masses. Opposition passive, quand il le faut, active lorsque c'est possible, soutien apparent quand c'est nécessaire, mais le mobile instinctif est toujours le même : mettre le cap vers la conciliation, endiguer, canaliser le mouvement, lasser, saigner la résistance ouvrière, pour poser en sauveur du mouvement, lorsqu'à la suite des tergiversations et des vaines palabres et faute d'avoir été dirigée dans la bonne direction, la résistance agonise.

Ici il faut poser la question : dans la période que nous traversons, où le capitalisme est décidé à ne reculer devant aucun moyen pour faire réussir son programme de réarmement économique, les grèves économiques dans une corporation ou dans une industrie peuvent-elles être profitables au prolétariat, si on n'est pas résolu d'en accepter toutes les conséquences, c'est-à-dire d'avoir recours à la grève générale, même aux solutions les plus extrêmes, si le développement de la lutte l'exige ? Nous répondons : non ! Mais, alors, nous dira-t-on, vous voulez que toute grève économique serve de prétexte à une grève générale et que toute grève générale se transforme en insurrection ? Et, du coup, on ressuscite toutes les plaisanteries et les sarcasmes qui ont servi à justifier l'action « pacifique », « méthodique », « constructive » et à condamner les méthodes d'action directe et de lutte révolutionnaire du prolétariat. Les succès sont très faciles pour ceux qui se contentent d'un examen de surface des événements ou qui acceptent comme critère pour les intérêts profonds des masses, l'amour-propre des bureaucrates. Il est évident que pour ceux-là, par exemple, une reconnaissance syndicale par le patronat qui aurait sa contre-partie dans une baisse catastrophique des conditions de travail, des salaires, vaudrait mieux qu'une solution laissant intactes, ou à peu près, les conditions de salaires des ouvriers, mais mettant fin, par contre, à la pratique d'une convention et qui romprait la collaboration entre patrons et dirigeants syndicaux. Une pareille situation nous ramènerait aux temps où les ouvriers devaient, par la seule force de leur action, sauvegarder leurs conditions d'existence. Il faudrait à nouveau laisser la parole à l'initiative des masses. Ce serait des grèves à jets continus, détalant par des incidents d'atelier pour atteindre les dimensions de grèves et de lock-out généraux. Au lieu de mouvements pacifiques, ce seraient des actions tumultueuses prenant le caractère d'émeutes et de soulèvements populaires.

Il est clair que les dirigeants réformistes ne redoutent rien plus que le retour à de pareilles situations. Les luttes où la parole est aux masses et non aux dirigeants stylés ne sont pas le fort des syndicats réformistes. Aussi ont-ils fait tout ce qui était possible avant, pendant et après le déclanchement de la grève pour tendre au patronat le rameau d'olivier de la paix sociale. A la revendication patronale de réduction des équipes en filature et du travail à deux métiers, ainsi qu'à la suppression des 20 p.c. de sursalaire pour l'équipe de nuit, les dirigeants syndicaux n'ont pas répondu par un « non » catégorique. Ils ont, au contraire, affirmé leur volonté de discuter, à la seule condition que les patrons continuent à traiter avec eux. Ce qu'ils réclamaient, c'étaient des discussions et des enquêtes bilatérales. A. Duchesne, secrétaire général des Unions textiles (ouvrières), dans son interpellation à la Chambre et ailleurs, déclara qu'il n'était « pas adversaire de l'adaptation de l'industrie textile aux conditions nouvelles, créées par la concur-

rence intérieure et extérieure ». Il disait que cette adaptation ne pouvait se faire au détriment du standard de vie de la classe ouvrière. Paroles sybillines dont le « Peuple » donna la réelle signification — en plein accord avec les dirigeants du textile — en faisant écrire ostentatoirement par son envoyé spécial que les Unions Textiles (lisez leurs dirigeants) étaient prêts à mettre de l' « eau dans leur vin ». Qu'est-ce que cela peut signifier d'autre que les dirigeants sont prêts à faire des concessions aux revendications patronales, à condition, bien entendu, que les patrons reconnaissent leur autorité. Mais les patrons n'en veulent pas et c'est pour cela qu'il ne reste rien d'autre à faire aux dirigeants syndicaux que de soutenir la grève, tout en s'efforçant de la maintenir dans les cadres stricts qui lui sont assignés : celle d'une lutte pour imposer au patronat le maintien de la pratique des commissions de conciliation, de la convention collective, de la reconnaissance syndicale. Les efforts financiers sérieux seront consentis par l'ensemble du mouvement syndical et socialiste belge, tant que la grève se tiendra dans ces limites et qu'elle ne revêtera pas de caractère de lutte violente. La déconfiture de la Banque Belge du Travail, qui aurait entraîné le « congellement » d'un avoir de trois millions de francs appartenant aux Unions Textiles, impose de réels « sacrifices ».

Mais ces « sacrifices » — qui ne sont, en réalité, qu'une restitution (et encore bien par d'autres, puisque c'est sur les cotisations des syndiqués que sont prélevés les versements syndicaux aux grévistes) de fonds détournés de leur véritable destination par le P. O. B. — ne peuvent nous empêcher de constater que la direction réformiste, par sa conduite de la grève, prépare la défaite. Il est clair que les travailleurs de Verviers ne peuvent gagner dans le cadre de la lutte corporative. L'effort du capitalisme belge est d'empêcher de se souder, en un seul bloc, le prolétariat, qu'il prétend réduire à la famine. La Commission Syndicale de Belgique et le P. O. B. l'y aident merveilleusement en empêchant que les luttes que les diverses corporations menacent, chacune de leur côté : les ouvriers textiles, les métallurgistes, les mineurs, les ouvriers du bâtiment ne se rejoignent dans une grève générale qui réduirait à néant les calculs des exploiters. Les piquets de grève pour la chasse aux supplanteurs sont l'œuvre des grévistes eux-mêmes et sont vus d'un mauvais œil par la bureaucratie syndicale. Cependant, malgré l'action des ouvriers verviétois, la grève est sabotée. Une partie de la laine préparée à Verviers est expédiée vers d'autres centres où elle est travaillée. Les entrepreneurs de Verviers louent, dans d'autres régions du pays, des usines entières pour y faire manipuler leur laine. La lutte syndicale pour enrayer ce sarrasinage est nulle.

La véritable fonction de la gauche socialiste est apparue dans les hésitations qu'elle a observées tout au cours de ce conflit. Les syndicats bruxellois, sur lesquels elle s'appuie, n'observent pas une attitude différente des autres organisations syndicales. Il est vrai que des timides paroles en faveur de la grève générale se sont élevées aux syndicats du Bâtiment, du Vêtement et des Employés. Les dirigeants de ces organisations peuvent se risquer d'une pareille audace parce que, en d'autres circonstances, ils aidèrent à briser la volonté de lutte des travailleurs. Leurs appels à la grève tombent maintenant dans une indifférence quasi générale.

Le Parti Communiste, lui aussi, s'inscrit au passif dans cette lutte ouvrière. Son influence est certainement grandissante. Il groupe les ouvriers les plus impatients et les plus combattifs. Mais son action jette le trouble dans le mouvement.

Au moment où, dans les syndicats réformistes, grandissent les facteurs propices à l'éclosion d'un formidable courant contre le réformisme, le Parti Communiste s'emploie à consolider indirectement ses positions. Il crée une diversion en instituant un comité central de grève en dehors et contre les syndicats. Les préoccupations de sectarisme s'affirment tout au long de son action et ils empêchent les travailleurs de reconstituer leurs forces sur des bases saines.

Tels sont les facteurs qui pèsent sur la classe ouvrière de Verviers et du pays et qui empêchent les travailleurs de retrouver leur unité de lutte autour d'objectifs révolutionnaires. Ce n'est qu'en surmontant les obstacles créés par la politique du réformisme et du centrisme, tant communiste que social-démocrate, qu'ils pourront utiliser, pour leur émancipation, une situation objective qui autorise de grands espoirs révolutionnaires. Malheureusement, le retard de la conscience ouvrière sur cette situation travaille en sens contraire.

A. HENNAUT.

PARTI-INTERNATIONALE - ETAT

CHAPITRE II

CLASSE ET ETAT

Dans son livre « L'Etat et la Révolution », Lénine, s'appuyant sur les enseignements d'Engels, précisait l'idée fondamentale du marxisme touchant le rôle historique et la signification de l'Etat qui « est le produit et la manifestation de l'antagonisme **inconciliable** des classes. L'Etat apparaît là où les contradictions de classe **ne peuvent** être objectivement conciliées, et dans la mesure où elle ne peuvent l'être. En inversement : l'existence de l'Etat prouve que les contradictions de classes sont inconciliables ». En plus de cette idée essentielle, le livre de Lénine contient des idées fondamentales quant au rôle de l'Etat, idées que les événements de l'après-guerre paraissent, à première vue, démentir et qui, pour cela, doivent à nouveau être mises en lumière.

Il serait possible, en effet, d'affirmer que l'Etat Soviétique, dans la mesure même où il « marche à grands pas » vers la réalisation du socialisme et vers la liquidation des classes, renforce — au lieu de le voir dépérir, suivant l'expression d'Engels — son appareil administratif, répressif et militaire. Par ailleurs, le phénomène de la conversion (violente ou non) de la forme démocratique de l'Etat capitaliste en forme fasciste, qui peut s'effectuer sur la base de forces sociales radicalement opposées à la bourgeoisie (petite-bourgeoisie et couches prolétariennes) semblerait, à son tour, faire apparaître l'impossibilité — apparente évidemment — de maintenir les formulations du marxisme pour l'explication des événements actuels.

L'on pourrait, il est vrai, opposer à ces considérations quant au rôle et à la fonction actuelle de l'Etat, la pensée exprimée par Engels dans son livre sur « L'Origine de la Famille, de la Propriété Privée et de l'Etat » : « par exception, cependant, dit Engels, il se produit des périodes où les classes en lutte sont si prêtes à s'équilibrer que le pouvoir de l'Etat acquiert, comme médiateur en apparence, une certaine indépendance momentanée vis-à-vis de l'une ou de l'autre ». Mais cette image d'Engels ne peut se rapporter à la situation actuelle où les classes, loin de piétiner dans un certain « équilibre », sont poussées aux limites extrêmes de leur lutte. L'éventualité émise par Engels ne nous permet donc pas d'éclaircir les problèmes de la situation d'aujourd'hui. Au surplus, prise comme justification des différentes phases de la situation de l'après-guerre, cette éventualité représenterait plutôt un démenti très vif à la théorie marxiste sur l'Etat.

Si, depuis Lénine, rôle et signification de l'Etat ont été précisés d'une façon définitive, il n'en est pas de même pour ce qui est de la position occupée par les classes envers l'Etat, dans l'époque des guerres et des révolutions prolétariennes, ainsi que par l'Etat ouvrier envers l'évolution de la révolution prolétarienne mondiale.

Notre étude a pour but d'indiquer, sur la base des rapports existant entre l'Etat et la classe, les raisons pour lesquelles la doctrine marxiste ne souffre actuellement aucun démenti, alors que les situations nous permettent déjà de centraliser en des formulations fondamentales, les nouvelles données programmatiques pour la victoire du prolétariat.

* *

Nous avons mis en lumière, dans le premier chapitre, le fait que la classe, tout en étant le reflet du mécanisme productif n'accède au rôle de force historique qu'à la condition d'être appelée à réaliser une forme particulière d'organisation de la société. Ainsi, nous avons pu réfuter « l'automatisme économique » et mettre en évidence le fait qu'aujourd'hui encore, la partie se joue entre le capitalisme qui

entend conserver ses privilèges par le maintien de la société bourgeoise, et le prolétariat qui combat pour l'instauration de la société communiste. La lutte se livre donc entre deux formes de sociétés radicalement opposées et non entre deux classes luttant dans le cadre exclusif limité par leurs intérêts économiques spécifiques. Les deux classes fondamentales antagonistes de la société actuelle ne se disputent pas un organe de domination (l'Etat), parce qu'une fois conquis il permettra à la classe victorieuse d'imposer violemment sa souveraineté (dans sa signification de seule expansion illimitée de ses besoins économiques particuliers), mais la bataille se mène sur un front bien plus large : la construction d'une nouvelle société ou le maintien de l'ancienne. L'expérience de la domination capitaliste est d'ailleurs la meilleure confirmation de cette affirmation. Sa société ne résulte pas d'une simple coordination des multiples intérêts économiques des composants de sa classe, mais d'une coordination qui embrasse toute la société et qui oblige des éléments de la classe exploiteuse dominante, à réfréner l'expansion de leurs intérêts contingents en vue de la survivance de la société dans son ensemble. Les interventions de l'Etat dans le domaine économique qui, actuellement, se font jour dans tous les grands Etats impérialistes, ont précisément pour but de sauvegarder la société capitaliste toute entière en contrôlant — pour la discipliner — la liberté d'action économique de certains groupes — et non des moindres — du capitalisme.

Dans cette lutte impitoyable autour du maintien ou de la fondation d'une nouvelle société, les formations intermédiaires, que nous avons appelées des **formations de classe** dans le premier chapitre, en opposition avec l'appellation de classe, sont inévitablement balayées soit par leur adjonction au capitalisme, auquel aucun intérêt réel ne les relie, soit par le prolétariat victorieux qui peut, seul, leur assurer une existence meilleure : celle du salarié ayant ses intérêts garantis par l'Etat. Par contre, la faillite momentanée du prolétariat à réaliser sa mission historique, ce qui caractérise la situation actuelle, correspondra inévitablement à son incapacité de défendre même ses intérêts économiques limités. Cela prouve que le prolétariat, lui aussi, peut défendre victorieusement ses intérêts économiques seulement à la condition d'être suffisamment capable de lutter pour la fondation de la société communiste, de mobiliser, pour cette forme, toutes les couches exploitées de la société capitaliste.

Dans le chapitre déjà cité, nous nous sommes également efforcés d'établir des prémisses qui prouvent que l'on peut parler de « classe » là, et seulement là, où existe la possibilité historique, pour une formation de classe, d'identifier son évolution, ses intérêts économiques et sociaux avec le développement de la société elle-même. L'Etat qui surgit dans ce milieu historique, comme expression de cette identité, est et reste évidemment « l'Etat de la classe la plus puissante, la classe économiquement dominante qui, grâce à lui, (c'est-à-dire de l'Etat) devient également la classe politiquement dominante et acquiert ainsi de nouveaux moyens d'opprimer et d'exploiter la classe dominée ». (Engels).

Il est certain que l'énonciation sèche et sommaire de la formule d'Engels : « l'Etat est l'organe d'une classe » semblerait conduire, à l'heure actuelle, à des énigmes, pour la Russie Soviétique d'une part, et les Etats fascistes de l'autre. On pourrait facilement, à ce sujet, argumenter de la sorte : ou bien l'Etat Russe est l'Etat de la classe prolétarienne et puisque son activité intérieure et extérieure rompt avec les bases élémentaires de la lutte révolutionnaire : la construction d'une société sans classe et sans Etat, la théorie de la mission historique du prolétariat, se trouve être détruite ; ou bien l'Etat russe n'est pas un Etat ouvrier, et, dans ce cas, la théorie marxiste de la classe, en tant que formation sociale s'appropriant les moyens de production et instituant, pour leur conservation, l'organe de sa domination : l'Etat, serait à son tour démentie.

L'on pourrait raisonner de même pour les Etats fascistes : ou ce sont des Etats capitalistes et alors l'opposition que leur font des forces sociales et politiques nettement contre-révolutionnaires, telles la social-démocratie et même les droites libérales, devient incompréhensible ; ou bien encore, la théorie marxiste qui nous permet de parler de capitalisme après un examen de la forme en cours de la propriété privée, doit, elle aussi, être révisée dans ses fondements.

Néanmoins, nous pensons que la définition : « l'Etat est l'organe d'une classe » garde encore toute sa signification historique. Dans le premier chapitre de cette étude (nous nous excusons auprès de nos lecteurs de devoir y revenir si fréquemment), nous avons indiqué que, non seulement la classe est une notion inséparable de la forme d'organisation sociale vers laquelle elle tend, et que l'évolution des forces productives lui permet de réaliser ; mais aussi que la classe est une notion mondiale rattachant aux intérêts de sa conservation et à celle de la société où elle règne, tous les phénomènes qui se produisent, même dans les pays où elle est loin d'avoir triomphé, et, enfin, même là où elle a été écrasée par son ennemi, le prolétariat.

Ces prémisses doivent être constamment considérées afin de ne pas nous égarer dans les dédales propres aux situations actuelles. D'ailleurs, c'est sur une telle base que toutes les écoles historiques (et non seulement la marxiste) opèrent la classification entre les différentes périodes : barbarie, antiquité, moyen-âge, capitalisme, prolétariat en stades où la société ne connaît pas encore de classes, où elle se concentre dans la domination des propriétaires d'esclaves, dans celle des seigneurs féodaux et des propriétaires fonciers, de la bourgeoisie, et, enfin, de la classe prolétarienne. Ainsi, toute cette immense multiplicité de phénomènes historiques qui illustrent l'ascension de l'humanité entière pendant des millénaires, peut se résumer dans l'idée maîtresse de la classe dominante au point de vue historique, et qui va faire refluer autour d'elle toutes les manifestations de la vie sociale, et cela sur l'échelle mondiale.

Envisagée ainsi, l'idée fondamentale que l'Etat reste l'instrument d'une classe ne souffrira aucun démenti. Et lorsque nous aurons précisé les positions, le chemin que l'Etat prolétarien doit adopter et parcourir pour ne pas déroger à sa fonction, à son but, il nous sera possible de déduire des expériences de l'après-guerre, les éléments permettant la reprise de la lutte révolutionnaire et, au-delà de toute confusion, il nous sera possible de comprendre pourquoi la doctrine marxiste conserve sa valeur inaltérable.

* *

La dernière phase de la barbarie (Morgan et Engels divisent la phase de la barbarie en trois périodes dont la dernière connaît une extension de l'échange, l'introduction de la monnaie et, enfin, la désagrégation des liens consanguins incompatibles avec une économie monétaire) pourrait, à première vue, infirmer l'idée que l'Etat est l'instrument d'une classe. En effet, à cette époque, la constitution gentilice (1) ne coïncide pas encore avec l'existence d'une classe exploiteuse, bien qu'une réglementation de la vie sociale soit déjà établie, qu'une certaine hiérarchie des fonctions existe au sein de la gens, et qu'il y ait une continuité manifeste dans l'attribution des fonctions occupées par les membres de celle-ci. Ainsi, les fonctions militaires (le Basileüs chez les Grecs), de direction, de travail (2) étaient attribuées d'abord par voie démocratique, ensuite transmises héréditairement aux éléments qui se trouvaient soit dans la gens, soit dans les familles de la gens. Engels, à qui nous nous rapportons, remarque qu'avant cette époque, il s'était déjà effectué une évolution de la constitution gentilice, son passage du droit maternel au droit paternel — enfin sa dissociation et la constitution de collectivités de familles où certaines d'entr'elles concentrent bientôt, grâce à l'accroissement des richesses matérielles, un pouvoir de plus en plus étendu.

Afin de démontrer pour quelles raisons la constitution gentilice ne put enfanter un appareil étatique, même rudimentaire, et afin de démontrer que ce dernier

(1). — Constitution gentilice : basée sur la gens, c'est-à-dire sur des groupes consanguins se réclamant d'une descendance commune et formant une tribu à forme de vie communiste.

(2). — « Toute fonction chez les barbares tend à s'immobiliser dans une même famille : on est tisserand, forgeron, magicien ou prêtre de père en fils : de cette manière naissent les castes. Le chef chargé du maintien de l'ordre intérieur et de la défense extérieure était choisi parmi tous les habitants ; mais peu à peu on prit l'habitude de l'élire dans la même famille qui finit par désigner elle-même le chef de la communauté sans qu'on passât à la formalité de l'élection. » (Lafargue : « Origines de la propriété ».)

surgit seulement de la désagrégation des liens consanguins, nous établirons rapidement quelle fut la signification de la constitution gentilice.

La gens représentait une unité économique, où l'attribution des travaux nécessaires à la collectivité se faisait par la dévolution des charges de direction à des individus qui, loin d'acquiescer une position de privilège et d'aisance, se trouvaient exposés aux plus graves dangers (1) alors que le mode de production, c'est-à-dire le rapport entre l'homme, la société et les forces de production reste régi par le principe de la propriété commune. Dans la constitution gentilice, nous assistons, par conséquent, à l'attribution du pouvoir non suivant les intérêts d'un privilège, mais suivant une ligne opposée : certains de ses composants sont obligés d'occuper les postes les moins enviés.

La constitution gentilice n'a donc rien à voir avec une organisation étatique qui **présuppose l'utilisation de cette dernière dans le but de garder et d'accroître une certaine domination au sein de la société.**

* * *

Dans le chapitre destiné à la genèse de l'Etat Athénien, Engels, qui le qualifie « de modèle particulièrement typique de la formation de l'Etat en général, parce que, d'une part, elle s'accomplit en pleine pureté sans immixtion de violence intérieure ou extérieure — l'usurpation de Pisistrate ne laissa pas derrière elle trace de sa courte durée ; — parce que, d'autre part, elle fait surgir immédiatement de la constitution gentilice, un Etat d'une forme très perfectionnée : la république démocratique » ; Engels fait donc remarquer qu'un « caractère essentiel de l'Etat consiste dans une force publique distincte de la masse du peuple ». Par ailleurs, il montre aussi la nécessité, pour ce dernier, de prendre pour base d'organisation sociale la subdivision du territoire et non plus le groupe consanguin. Cette évolution, en particulier, s'effectua au travers des trois constitutions de l'Etat Athénien. Celle de Thésée, qui commence par réglementer l'évolution des gentes, qui perdent déjà leur caractère de groupe consanguin, celle de Solon qui, sous l'effet de l'économie monétaire passe, mais toujours sur la base de la survivance des quatre vieilles tribus consanguines, à la division de la population en quatre classes, division basée sur la propriété foncière, et, enfin, celle de Clysthène, qui, dans sa constitution nouvelle, veut ignorer les quatre anciennes tribus fondées sur les gentes et les phratries (confédérations de gentes et de tribus) et les remplace par une organisation toute nouvelle ayant pour base la répartition des citoyens (déjà divisés en nautes, c'est-à-dire en petites circonscriptions militaires et territoriales à raison de 12 par tribus) uniquement d'après leur lieu de résidence. Et Engels dit à ce propos : « Ce ne fut plus le fait d'appartenir au groupe consanguin qui décida, mais le seul domicile ; ce ne fut pas le peuple, mais le sol qu'on subdivisa ; les habitants devinrent politiquement simple appartenance du territoire ». Pour que l'Etat put se développer, il fallut donc briser les liens gentilices incompatibles avec une économie monétaire et avec la domination de groupes sur d'autres et c'est à quoi aboutirent ces différentes constitutions.

* * *

L'époque de la barbarie est révolue et avec elle ce mode de production qui permet à l'homme de se relier directement aux moyens de production. La propriété commune de cette époque (les biens mobiliers très peu nombreux étaient, par

(1). — Dans son livre sur la propriété, Lafargue démontre : « qu'on serait dans l'erreur de croire que les fonctions de chef constituaient au début un privilège enviable : elles étaient au contraire des charges lourdes et dangereuses. Les chefs étaient rendus responsables de tout. Une disette, était pour les Scandinaves, le signe certain du courroux des dieux : ils en faisaient porter la faute à leur Roi qui était déposé et parfois mis à mort. Ces fonctions étaient si peu recherchées que l'élu de l'Assemblée populaire ne pouvait s'y soustraire sans encourir le bannissement et la peine grave de devoir démolir sa maison, le bien sacré et inviolable de la famille. » (Voir aussi à ce sujet, le chapitre concernant les tribus iroquoises dans le livre d'Engels : « Origines de la famille, de la propriété privée et de l'Etat »).

l'usage, propriété privée) était le reflet direct de cette situation où le caractère encore primitif des moyens de production (chasse, pêche) ne laissait entrevoir aucun besoin dépassant les nécessités d'une alimentation rudimentaire. C'est en conséquence de l'apparition de l'industrie, de l'échange, de la monnaie, qu'une vision de besoins plus étendus apparut en correspondance avec l'impossibilité d'en faire bénéficier l'ensemble de la société ; et parallèlement à la volonté de certaines familles d'abord, de classes ensuite, de monopoliser les instruments de production.

Une fois dépassée cette phase, le mode de production change radicalement. Les nouvelles formes de la production ne permettent plus d'établir entre l'homme et les moyens de production un lien direct. Ce n'est plus qu'une minorité qui pourra bénéficier de la production de tous, et ainsi apparaît la nécessité d'un organe destiné à consacrer la domination de la classe maîtresse et d'assujettir toutes les autres formations sociales. Voilà les conditions sociales qui engendrent l'Etat.

Mais, comme l'écrivait Lafargue, les forces économiques qui ont conduit à la division de la société en classes, à la domination du capitalisme, portent en elles les conditions d'un « communisme en retour », car, écrivait-il, « l'humanité ne progresse pas en ligne droite, comme le pensait Saint-Simon ; ainsi que les corps célestes autour de leur centre d'attraction et que les feuilles sur la tige, elle décrit dans sa marche une spirale dont les cercles vont continuellement en s'élargissant. Elle arrive nécessairement à des points correspondants et l'on voit alors reparaître des formes antérieures que l'on croyait éteintes à jamais ; mais elles ne reparaissent que profondément modifiées par la succession ininterrompue des phénomènes économiques et sociaux qui se sont produits dans le cours du mouvement. La civilisation capitaliste, qui a réintroduit le collectivisme, achemine fatalement l'humanité vers le communisme. L'homme, parti d'un communisme simple et grossier des temps primitifs, retourne à un communisme complexe et scientifique ; c'est la civilisation capitaliste qui en élabore les éléments après avoir enlevé à la propriété son caractère personnel. Les instruments de production, qui, pendant la période de la petite industrie, étaient disséminés et possédés individuellement par les artisans, arrachés de leurs mains, sont centralisés, mis en commun dans de gigantesques fabriques et dans de colossales fermes. Le travail a perdu son caractère individuel. L'artisan ouvrait chez lui individuellement ; le prolétaire travaille en commun dans l'atelier ; le produit, au lieu d'être individuel, est « une œuvre commune ».

Ces considérations historiques nous permettent de fixer deux principes qui nous paraissent fondamentaux dans la doctrine marxiste de l'Etat : 1°) c'est l'instrument du travail qui pose les conditions pour la division de la société en classe ; 2°) ce sont ensuite les classes qui donnent vie à l'Etat.

Le caractère « en dehors des classes » que revêt l'Etat ne découle pas d'une possibilité qu'offre la classe dominante (évidemment celle-ci profitera de cette apparence pour tromper les exploités), ni d'une vertu intrinsèque de l'Etat lui-même, mais, comme Engels le releva pour l'Etat Athénien considéré en général, résulte directement de l'impossibilité d'établir un lien entre l'homme et les moyens de production, dès que l'industrialisation de ceux-ci détermine les deux effets contradictoires qui sont l'élargissement de la production d'une part et la possibilité pour une minorité de la population seulement de s'approprier cette production élargie.

La filiation qui fait découler la classe de l'Etat, n'est donc pas seulement une coïncidence ou une simple donnée historique intervertible, de telle sorte qu'il soit possible de parler d'un Etat engendrant la classe ; mais, comme nous l'avons déjà fait remarquer dans le chapitre premier, la classe précède l'Etat en tant que produit direct de cette phase de l'évolution de la société humaine où le monopole des moyens de production devient une nécessité pour asseoir un privilège et conformer, dans le sens de son maintien, l'organisation de la société toute entière. Il est évident que l'Etat est un instrument nécessaire pour l'instauration et le maintien d'une classe au pouvoir. Mais, si sous prétexte que la réalité historique n'est qu'un composé, un processus unitaire, où l'on peut indifféremment intervertir les rôles

des composants, on transposait cette filiation en affirmant que la classe est un instrument de l'Etat, on bafouerait non seulement la théorie marxiste dans son ensemble (« L'histoire de toute société jusqu'à nos jours n'a été que l'histoire des luttes de classes » — **Manifeste Communiste**), mais la réalité actuelle deviendrait un galimatias incompréhensible. Il faudrait, dans ce cas, admettre que s'il existe un Etat fasciste, démocratique soviétique, il existe aussi une classe fasciste, démocratique, soviétique, et que le mode de production n'est pas déterminé par les relations existant entre les rapports sociaux, juridiques et les moyens de production, mais par la relation existant entre les classes et l'Etat.

Au reste, le caractère « en dehors des classes » de l'Etat est permanent pour toute forme étatique : c'est la résultante directe de ce vide qui sépare l'ensemble de la population de la masse des produits, vide qui va être occupé par la classe qui, s'appropriant les moyens de production, contrôle cette masse de produits. Cette distinction de l'Etat par rapport aux classes est, d'autre part, comme Engels l'a prouvé, la forme exclusive sur laquelle peut être construit un Etat. En effet, historiquement les liens de la consanguinité sont remplacés par ceux du territoire, non parce que la gens se transforme formellement en une collectivité de familles ou en une circonscription territoriale, **mais parce que la substance même de la nouvelle organisation sociale a changé.** Avant, il s'agissait d'une division du travail qui s'effectuait spontanément entre les membres de la gens, par après il s'agira d'imposer une coercition qui ne peut plus s'effectuer sur la base de la consanguinité et de la propriété communales : l'unité économique de la gens ayant été détruite pour toujours. Et puisque le lien consanguin ne peut donner naissance aux classes, c'est dans le mécanisme économique que ces dernières trouveront leurs sources. Dans les conclusions de son livre sur l'origine de la famille, Engels parle également, comme nous l'avons déjà dit, de l'éventualité « où les classes en lutte sont si près de s'équilibrer ». Engels ne reporte pas cette pensée pour déterminer une possibilité (soit-elle contingente), où l'Etat ait une fonction médiatrice, mais, à notre avis, pour mettre en évidence des situations où, provisoirement, les intérêts des classes se trouvent en équilibre, l'Etat peut **apparaître** comme l'organe médiateur. Mais, chez Engels, il ne s'agit certes pas d'une phase particulière de la vie de l'Etat, mais bien d'une phase particulière de la vie des classes. Ce qui est d'ailleurs prouvé par le fait qu'il parle de l'Etat qui acquiert une indépendance comme « médiateur » en **apparence**, alors qu'il parle des « classes en lutte et prêtes à s'équilibrer ».

On sait que certains groupes, se réclamant de la gauche communiste, interprètent ce passage de Engels de telle sorte qu'il puisse servir à donner une explication théorique du fascisme et du stalinisme, ainsi que des formes gouvernementales qui ont précédé la victoire du fascisme. Que cela soit en contradiction flagrante avec la pensée véritable d'Engels, est prouvé par cette considération essentielle : nous ne traversons nullement aujourd'hui une période où les classes s'équilibrent. Par contre, nous connaissons une situation tout à fait opposée où les contrastes de classe mûrissent continuellement des antagonismes toujours plus aigus.

Pour la compréhension de la situation actuelle, et nous réservant de traiter dans les chapitres ultérieurs les problèmes relatifs aux différentes formes étatiques existantes, nous considérerons que la formule « l'Etat est l'organe d'une classe » n'est pas, d'un point de vue formel, une réponse en soi aux phénomènes qui se déterminent, la pierre philosophale qui doit être recherchée au travers des faits, mais qu'elle signifie qu'entre la classe et l'Etat se déterminent des rapports qui dépendent de la fonction d'une classe donnée. En particulier, pour ce qui est du prolétariat qui ne fonde pas son Etat dans le but s'assujettir d'autres classes, le problème réside dans la détermination des positions politiques sur lesquelles devra être fondé l'Etat prolétarien par rapport à la Révolution mondiale.

Ainsi que nous l'avons déjà expliqué, chaque période historique est caractérisée par la classe qui se trouve au pouvoir. Etant donné que la fonction de l'Etat découle du rôle de la classe et, qu'en général, pour toutes les classes qui ont précédé le prolétariat, leur rôle consista toujours à asseoir leur domination économi-

que, politique, et à y conformer des types de sociétés : « l'Etat est l'organe de ces classes » dans la mesure où il concrétise la domination de ces dernières.

Pour le prolétariat, le problème se pose sur de toutes autres bases. En effet, si l'on pouvait admettre cette éventualité toute abstraite que le prolétariat puisse réaliser son insurrection à une époque où, grâce à une évolution industrielle poussée extrêmement loin, on puisse passer, du jour au lendemain, de la société capitaliste à la société communiste (la répartition de la masse des produits permettant à tous les producteurs d'assouvir la pleine et libre satisfaction de leurs besoins), si donc pareille éventualité était possible, il n'y aurait aucune nécessité de fonder un Etat prolétarien. Mais l'époque de transition entre la société capitaliste et la société communiste, l'époque de la dictature du prolétariat, est caractérisée par la nécessité de discipliner et de réglementer l'évolution de la production (qui reste insuffisante, même après l'écrasement du capitalisme), de l'orienter vers un épanouissement qui permettra l'établissement de la société communiste. Les menaces de restauration bourgeoise sont également en fonction de cette insuffisance de la production et des forces de production — même dans la période de la dictature du prolétariat — et non pas en unique fonction des velléités réactionnaires des classes dépossédées.

Par conséquent, le rôle du prolétariat ne pourra être compris dans son ensemble, qu'à la condition de considérer qu'à l'opposé des classes qui l'ont précédé, les fondements de son programme aussi bien que la politique de son Etat, instrument de sa domination, ne peuvent être trouvés et réalisés que dans la vision constante du processus de l'évolution progressive de la révolution internationale. Pour le capitalisme, par contre, la substitution de son privilège au privilège féodal, l'époque des révolutions bourgeoises, pouvait s'accompagner d'une coexistence permanente entre les Etats capitalistes et les Etats féodaux et même pré-féodaux. De plus, Marx a mis en lumière le fait que l'une des conditions pour la fondation et le maintien du régime capitaliste consiste justement dans la coexistence entre des régimes bourgeois et des colonies qui permettent un investissement de la plus-value ne donnant pas lieu aux phénomènes et aux contrastes propres de l'économie capitaliste. La vision historique du capitalisme ne peut donc, en aucun cas, être empruntée par le prolétariat, car ce dernier ne peut triompher qu'à la condition d'opposer à la société bourgeoise une société basée sur d'autres principes ; et nous avons déjà expliqué que ces principes ne peuvent s'accompagner que de l'épanouissement du caractère collectif revêtu par les instruments de production, vers la société communiste.

Le rôle du capitalisme, son but, suffisent à indiquer le rôle et le but de ses différentes formes d'Etat : maintenir l'oppression au profit de la bourgeoisie. Pour ce qui est du prolétariat, c'est encore une fois le rôle et le but de la classe ouvrière qui détermineront le rôle et le but de l'Etat prolétarien. La bourgeoisie pourra avoir une série d'orientations politiques contradictoires, par exemple l'Etat fasciste et celui dit démocratique. Mais, en définitive, pour déterminer si certains pays sont capitalistes ou non, nous n'examinerons pas si la nature de la politique qu'ils appliquent est capitaliste : il nous suffira d'établir si ces Etats se fondent sur le principe de la propriété privée pour reconnaître qu'effectivement ils sont capitalistes ; et cela malgré les contradictions au point de vue de l'espace (simultanéité d'un Etat démocratique et fasciste — par exemple : la France et l'Italie) et dans le temps (rupture des programmes rattachés aux formulations démocratiques du siècle passé).

Pareillement, le rôle et le but du prolétariat, c'est-à-dire la révolution mondiale, conditionnent aussi le programme, le rôle et le but de l'Etat prolétarien. Ici le critère de la politique menée par l'Etat n'est plus un élément indifférent pour déterminer son rôle (comme c'est le cas pour la bourgeoisie et pour toutes les classes précédentes), mais un élément d'ordre capital dont va dépendre le rôle de l'Etat prolétarien et, en définitive, sa fonction d'appui à la Révolution mondiale.

Tenant compte que l'Etat n'est, en définitive, que l'instrument de la classe,

que le prolétariat ne peut réaliser sa mission que sur la base de son triomphe à l'échelle internationale, nous comprendrons mieux que la nature de classe de l'Etat prolétarien ne garantit nullement le rôle prolétarien de cet Etat. Il faut considérer qu'en définitive l'Etat ne reste qu'un des instruments de la lutte du prolétariat, bien qu'il en soit un des instruments des plus importants. D'autres instruments de la lutte prolétarienne offrent l'apparente contradiction entre leur nature de classe et la politique qu'ils appliquent. Ainsi en est-il, abstraction faite du parti dont au point de vue concret matériel, il est difficile d'indiquer les bases de classe, des syndicats fondés sur des principes de classe et gardant cette nature, bien qu'ils appliquent, sous la direction réformiste, une politique opposée aux intérêts du prolétariat et à la révolution. Ce qui arriva avant la guerre, et ce qui se répète actuellement pour les syndicats, s'est vérifié pour l'Etat Soviétique. Le syndicat, malgré sa nature prolétarienne, avait devant lui une politique de classe qui l'aurait mis en opposition constante et progressive avec l'Etat capitaliste et une politique d'appels aux ouvriers afin qu'ils attendent l'amélioration de leur sort de la conquête graduelle (réformes) de « points d'appui » au sein de l'Etat capitaliste. Le passage ouvert des syndicats, en 1914, de l'autre côté de la barricade, prouva que la politique réformiste conduisait justement à l'opposé du but qu'elle affichait : c'était l'Etat qui gagnait progressivement les syndicats jusqu'à en faire des instruments pour le déclenchement de la guerre impérialiste. Il en est de même pour l'Etat ouvrier, face au système capitaliste mondial. Encore une fois, deux chemins : celui d'une politique réalisant sur son territoire, et à l'extérieur, en fonction de l'Internationale Communiste, des positions toujours plus avancées dans la lutte dirigée vers l'écrasement du capitalisme international ou bien la politique opposée, consistant à appeler le prolétariat russe, et de tous les pays, à appuyer la pénétration progressive de l'Etat russe au sein du système capitaliste mondial, ce qui amènera inévitablement l'Etat ouvrier à joindre son sort à celui du capitalisme, lors de l'aboutissant des situations : la guerre impérialiste.

Dans le chapitre dédié à la classe, nous avons mis en lumière le caractère mondial de la classe. Cela nous permet ainsi de comprendre comment il est possible que l'Etat russe, tout en exerçant sa domination sur un territoire où, suivant le « Manifeste Communiste », est réalisée « la formule unique, pouvant résumer la théorie communiste : **abolition** de la propriété privée », que cet Etat puisse exercer un rôle contre-révolutionnaire, pour ce qui est des intérêts du prolétariat russe et du prolétariat mondial. Dans la situation actuelle, il est évident que la classe qui domine au point de vue mondial est le capitalisme. L'Etat ouvrier, s'il avait appliqué la politique qui découlait du programme d'Octobre 1917, aurait déterminé dans les moindres fibres de la vie des sociétés capitalistes, arriérées et coloniales, une opposition entre deux types de sociétés, entre deux mondes. Et cela aurait abouti à l'éclosion d'une guerre de classe mondiale pouvant s'appuyer sur l'Etat ouvrier. La politique contre-révolutionnaire sanctionnée en 1927, après l'exclusion des gauches marxistes, ne pouvait que déterminer cette autre issue : dans toutes les sociétés capitalistes, aussi bien que dans la société soviétique elle-même, les oppositions de classe aboutirent à l'écrasement du prolétariat international, l'évolution du monde capitaliste vers la guerre, entraînant, à sa suite, l'Etat ouvrier arrivant au dernier échelon de sa politique : la trahison.

ERRATA : Dans le chapitre « La classe et sa signification » lire à la page 205, 2e paragraphe, 5e ligne : « polarisation au lieu de prolétarisation ». — Lire p. 207, 19e ligne : « surtravail » au lieu de « surprofit ».

Le Communisme et la Question nationale

Les discussions au sein du prolétariat révolutionnaire et communiste gravitent souvent autour de la question des « principes » ; d'un prétendu dualisme entre ces derniers et l'action : en un mot, entre la théorie et la pratique. Il n'est pas facile de s'entendre avec clarté sur ce problème. Cependant, si l'entente ne se réalise pas à ce sujet, toute critique et polémique deviennent confusion stérile.

L'opportunisme ancien et nouveau, en déplaçant la portée de la thèse marxiste qui condamne et balaye toutes les idées innées et éternelles (qu'on prétend mettre à la base de la conduite humaine), parlent souvent d'une politique dépourvue de principes fixes. Le révisionnisme classique de Bernstein, qui se superposait habilement au mouvement prolétarien, tout en simulant laisser debout la doctrine révolutionnaire de Marx, proclamait : « le mouvement est tout, le but n'est rien ». Nous verrons immédiatement ce que signifie le « but n'est rien », et qu'il puisse être possible de se passer des « principes » ; nous verrons aussi pourquoi les principes, pour le communisme marxiste, ne sont que des « fins », c'est-à-dire des points d'arrivée dans l'action. Et que l'on ne considère pas comme paradoxale l'opposition entre « principes » et « fins ». Une fois enlevée la vision d'une vaste finalité, et que la doctrine du mouvement est reléguée dans un grenier, le réformisme opportuniste parle chaque fois et uniquement de problèmes actuels à résoudre, par des procédés empiriques, en vue de l'avenir immédiat.

Mais, si on supprime toute règle et guide permanents, quel sera donc le critère qui conseillera le choix du moyen d'action ? Voilà ce que l'on pouvait demander hier, comme aujourd'hui, à ces formes de falsifications qui n'ont pas fini de se rénover et de se représenter devant nous ? Quel sera le « sujet » dans l'intérêt duquel devra être menée l'action ? Et l'opportunisme (qui fut et est un plat « ouvrieriste » substitué à la pratique et à la doctrine de la révolution prolétarienne) répondait qu'il fallait inspirer l'action prolétarienne en se plaçant sur la base des intérêts ouvriers, signifiant chaque fois par là les intérêts de groupes particuliers et de catégories de travailleurs, au point de vue de la satisfaction la plus facile, la plus prochaine et dans le plus bref délai. Ainsi, les solutions des problèmes d'action ne résultaient plus de l'ensemble du mouvement prolétarien et de son chemin historique, mais chaque fois du terrain borné à de petites portions de la classe ouvrière et aux étapes les plus réduites de son chemin. En agissant ainsi, le révisionnisme pouvait se délivrer de toute discipline aux principes et, même sous ses formes plus ou moins accentuées, n'en proclamer pas moins sa fidélité à l'esprit véritable du marxisme, consistant dans le plus ample galvaudage de doctrine et éclectisme de mouvement.

La lutte contre ces déviations revêt et revêtera, au travers des expériences complexes des travailleurs, des aspects très importants dans le développement du mouvement prolétarien ; car si cette façon de présenter et de résoudre les questions a été critiquée maintes fois ; elle trouvera toujours des formes plus insinuantes pour abreuver l'action du prolétariat. Nous n'exposerons pas ici sa réfutation en général, mais seulement celle d'un problème particulier : ce qui rendra aussi notre position plus intelligible.

Plusieurs fois, de notre part, c'est-à-dire de la gauche marxiste, a été dévoilé le truc vulgaire de l'opportunisme : sa prétendue aversion des principes, des « dogmes », comme on disait bêtement, se réduisant simplement à une observance obstinée et aveugle de « principes » propres à l'idéologie bourgeoise et contre-révolutionnaire. Les praticiens, les positifs, les blasés du mouvement prolétarien, se révèlent au moment suprême comme les plus bigots fauteurs d'idées bourgeoises, auxquelles ils prétendaient subordonner le mouvement prolétarien et tous les intérêts des travailleurs.

La critique théorique qui met en relief ce fait caractéristique procède parallèlement au démasquement politique de l'opportunisme socialiste, en tant que forme d'action bourgeoise, et des chefs en tant qu'agents du capitalisme dans les rangs du prolétariat. Au commencement de la guerre mondiale, la faillite bruyante de l'internationale opportuniste se défendit (théoriquement) par des arguments qui, au point de vue de la théorie comme à celui de la propagande socialistes, semblaient être des surprises, des révélations inattendues, des « découvertes » sensationnelles. Ceux qui avaient contesté au socialisme de posséder des principes doctrinaux et programmatiques, affirmaient soudainement que le socialisme ne gardait même pas l'originalité d'être ce mouvement sans principes, mais qu'il fallait le subordonner, lui faire donner son adhésion inconditionnelle à certaines thèses qui avaient jusqu'ici été considérées étrangères à la pensée socialiste et méritant une démolition polémique définitive. Le socialisme se réduisait à une « sous-école » du mouvement de la gauche bourgeoise, s'affiliait à l'idéologie de la dite démocratie, présentée brusquement non comme le marxisme la considère dans ses affirmations les plus élémentaires, c'est-à-dire comme la doctrine politique appropriée aux intérêts des classes bourgeoises, mais comme quelque chose de progressif par rapport à la politique dominante du capitalisme. Les traîtres de l'Internationale « découvrirent » alors des principes qu'ils nous jetèrent dans les jambes et avec lesquels ils prétendirent préjuger inéluctablement l'action du prolétariat. Ils affirmaient qu'il fallait inexorablement sacrifier tous les intérêts, même immédiats et de groupes particuliers que jadis ils prétendirent défendre. Trois de ces principes furent surtout agités : le principe de la liberté démocratique, celui de la guerre défensive, celui des nationalités.

Les opportunistes avaient, jusqu'alors, trompeusement simulé une orthodoxie théorique, parlant toujours aux masses de lutte de classes, de socialisation des moyens de production, d'abolition de l'exploitation du travail. La « découverte » soudaine de nouveaux principes devaient servir à surprendre le prolétariat, à bouleverser sa conscience de classe et l'idéologie révolutionnaire, sabotant la possibilité de sa mobilisation idéologique dans un sens de classe, ainsi que, parallèlement, à couvrir le passage évident des cadres dirigeants des grandes organisations ouvrières dans une alliance avec la bourgeoisie, enlevant d'un coup toute plateforme de réajustement et de liaison pour une action socialiste de la classe ouvrière mondiale.

On enseigna alors (et bien peu de militants surent, bien moins encore purent, exprimer leur indignation et leur protestation) que le prolétariat socialiste devait se passer de principes, tant qu'il s'agissait des principes de la doctrine des classes, mais devait, par contre, s'incliner devant eux comme devant choses sacrées, lorsqu'il s'agissait des principes de l'idéologie bourgeoise, des idées fondamentales que les classes dominantes transforment en une religion pour justifier leurs intérêts.

La trahison au contenu de la critique marxiste ne pouvait ne pas être plus cynique.

Pour donner une idée du procédé employé dans cette superposition effrontée d'éléments étrangers et opposés aux plus simples formulations de la doctrine socialiste, nous citerons un seul exemple. Nous avons naturellement invoqué le passage très connu du « Manifeste Communiste » suivant lequel le prolétariat n'a pas de patrie et peut se considérer constitué en Nation — dans un sens bien différent d'ailleurs de celui de la bourgeoisie — seulement quand il a conquis le pouvoir politique. Et bien, un des propagandistes les plus connus du parti socialiste italien, le « technicien » de la propagande du vieux parti, Paolini, répondit à cette argumentation en affirmant ceci : la condition pour conquérir le pouvoir politique consistait dans la conquête du... suffrage démocratique ; et là, où le prolétariat jouissait du droit électoral, il avait en même temps une patrie et des devoirs nationaux. Cette thèse, qui n'a pas besoin de commentaires, démontre que ceux à qui on confiait, au sein de la II^e Internationale, la propagande du marxisme, étaient incroyablement bêtes ou incroyablement effrontés.

Nous ne prenons pas au sérieux la philosophie bourgeoise et son égalitarisme

juridique. Sa démolition théorique s'accompagne, dans la conception communiste, d'un programme politique du prolétariat qui liquide toute illusion sur la possibilité d'appliquer des moyens libéraux et libertaires pour sa fin révolutionnaire : la suppression de la division de la société en classe. Le prétendu droit égal de tous les citoyens dans l'Etat bourgeois n'est que la traduction du principe économique « de la libre concurrence » et de la parité sur le marché des vendeurs et des acheteurs de marchandises. Ce nivellement signifie, en réalité, la consolidation des positions les plus opportunes afin que l'exploitation et l'oppression capitalistes s'instaurent et se conservent. En rapport direct avec cette critique fondamentale pour la pensée socialiste, se trouve la démonstration que l'invocation du degré de plus ou moins de « liberté démocratique » atteint par les pays en guerre comme guide de la politique prolétarienne et socialiste en face de la guerre, signifie tout simplement s'en rapporter à des critères bourgeois et antiprolétariens ! Nous n'insisterons donc pas sur le premier des trois principes énoncés plus haut. Les deux autres principes sont en fonction du même travestissement théorique : parler de guerre juste et injuste, suivant qu'elle soit d'agression ou de défense ou qu'elle ait l'objectif de donner aux populations le gouvernement que l'on affirme voir désirer par elles en majorités, présuppose une croyance en un principe de démocratie instauré dans les relations entre les Etats ainsi qu'entre les individus.

Ces principes sont ceux que la bourgeoisie brandit dans le but précis de créer, au sein des masses populaires, une idéologie favorable à sa domination et dont elle préfère ne pas avouer les déterminants impitoyablement égoïstes. Alors que, pour la vie intérieure de l'Etat capitaliste moderne, la démocratie électorale correspond, en fait, à un système de sanctions juridiques et à des normes constitutionnelles sans constituer — à notre point de vue — aucune garantie effective pour le prolétariat qui, dans les moments décisifs de la lutte de classes, trouvera contre lui la machine armée de l'Etat, il n'existe pas dans les rapports internationaux des sanctions et des conventions qui répondent à une application formelle des principes qui dérivent de la théorie démocratique.

Pour le régime capitaliste, l'instauration de la démocratie dans l'Etat fut une nécessité inhérente à son développement ; il n'en est pas de même pour toutes les formules déduites de la théorie démocratique au sujet des rapports internationaux, formules qui sont brandies par les idéologues fauteurs de la paix universelle basée sur l'arbitrage, de la réglementation des frontières suivant les nationalités, etc...

Apparemment, c'est là un argument qui se prête au jeu des opportunistes qui présentent les groupes capitalistes comme adversaires de ces revendications politiques ; alors qu'en réalité ces défenseurs de théories purement bourgeoises veulent les accréditer parmi le prolétariat. Mais l'argument se retourne plusieurs fois contre les opportunistes.

En effet, il est absurde de croire que l'Etat bourgeois modifie sa position internationale du seul fait que le prolétariat socialiste en cessant, au nom de « l'Union Sacrée », son opposition et en brisant son indépendance, lui laisse les mains bien plus libres pour agir suivant l'intérêt de sa conservation. En second lieu, le jeu criminel des social-traîtres se démontre encore plus impudent : ils ont opposé aux prétendus « utopismes » des programmes révolutionnaires la nécessité de se poser des buts immédiats, d'adhérer aux possibilités réelles. Et voilà qu'on fait entrer en ligne de compte, à l'improviste, et pour y subordonner l'orientation du mouvement prolétarien, des buts qui, non seulement n'ont aucune nature de classe et de socialisme, mais qui se démontrent, au surplus, tout à fait irréels et illusoire. Ils accréditent des idées que la bourgeoisie ne réalisera jamais, mais auxquelles elle a intérêt de voir les masses donner leur confiance. Donc, la politique des opportunistes ne permet pas de faire avancer, soit même à « petits pas », l'évolution effective et pratique des situations, mais se révèle comme la mobilisation idéologique des masses, dans un intérêt bourgeois et contre-révolutionnaire. Et rien de plus !

Pour ce qui concerne le principe des nationalités, il n'est pas difficile de prouver qu'il n'a jamais été autre chose qu'une phrase pour l'agitation des masses, et, dans la meilleure des hypothèses, une illusion de certaines couches intellectuelles

petites-bourgeoises. Si pour le développement du capitalisme, le développement des grandes unités étatiques fut une nécessité, il est tout aussi vrai qu'aucune d'entre elles ne se constitua sur la base du fameux principe national, qu'il est d'ailleurs très difficile à définir concrètement. Un écrivain, qui ne peut certainement pas être taxé de révolutionnaire, Vilfredo Pareto, dans un article paru en 1918, a fait la critique du « supposé principe des nationalités ». Il a montré l'impossibilité qu'il y a de trouver une définition satisfaisante ainsi que l'insuffisance flagrante des nombreux critères qui paraissent servir à pouvoir le caractériser (ethnique, linguistique, religieux, historique, etc...). En définitive, tous se contredisent entre eux ou dans leurs résultats. Pareto fait aussi l'évidente observation, que nous avons d'ailleurs énoncée dans les polémiques de l'époque de la guerre, que pour indiquer la solution des problèmes nationaux, ce ne sont certainement pas les plébiscites qui représentent un moyen certain, parce qu'on établit préventivement les limites du territoire où l'on appliquera la votation majoritaire et la nature des pouvoirs qui organiseront le contrôle. On en arrive donc ainsi à un cercle vicieux.

Il n'est pas nécessaire de reporter ici tout le contenu des polémiques d'il y a neuf ans. Il nous fut facile, à cette époque, à nous internationalistes, de prouver comment les fameux principes invoqués par les social-patriotes se prêtaient à des applications tout à fait contradictoires. Tout Etat peut, en cas de guerre, invoquer une situation de défensive: l'agresseur peut être celui dont le territoire sera « foulé par l'invasion étrangère »; en tout cas, une attitude révolutionnaire du mouvement socialiste arrivera à des conclusions analogues, soit qu'il s'agisse d'offensive ou de défensive militaire; cela parce qu'il suffit et parce que les Etats capitalistes en guerre sont capables de transformer la première en la seconde. Quant aux questions nationales et séparatistes, elles sont si nombreuses et si complexes qu'on peut les employer à justifier des formations d'alliances toutes autres que celles qui se sont déterminées lors de la guerre mondiale.

Les trois fameux principes énumérés se contredisaient donc singulièrement dans leur application. Nous demandions alors aux social-patriotes s'ils admettaient qu'un peuple plus démocratique ait le droit d'attaquer et de s'assujettir un peuple moins démocratique, si, pour la libération des régions annexées par d'autres pays, on pouvait admettre l'agression militaire, et ainsi de suite. Et ces contradictions logiques se traduisaient dans la possibilité de justifier — une fois ces thèses fallacieuses adoptées — l'adhésion socialiste à toute guerre: ce qui arriva en fait. Et la tactique de la social-trahison qui s'appuie sur les mêmes arguments dans tous les pays, parvint, au travers des conditions les plus disparates, à entraîner les uns contre les autres les travailleurs des deux côtés du front de guerre.

Il nous fut également facile de prévoir que les gouvernements bourgeois vainqueurs, quels qu'ils furent, ne se seraient jamais préoccupés d'appliquer, après la guerre, les critères où, suivant les social-nationaux, se trouvaient contenus, non seulement le motif de l'adhésion du prolétariat à la guerre, mais aussi la garantie que la guerre aurait abouti aux fins présentées aux travailleurs trompés par leurs chefs indignes.

Il n'y a donc pas d'arguments nouveaux quant à la critique des déviations social-nationalistes et quant à leur réfutation; mais moins facile se présente et se présentait, surtout au moment de la fondation de la III^e Internationale, la solution positive à apporter à la question nationale au point de vue communiste. Le problème ne peut être considéré liquidé par les thèses du II^e Congrès (1920), d'autant plus que même le Ve Congrès prochain devra s'en occuper.

Il est clair que l'I. C. ne va pas, pour la solution des problèmes liés à son attitude politique et tactique, emprunter des théories et des formules bourgeoises et petites-bourgeoises. L'Internationale Communiste a restauré les valeurs de la doctrine et de la méthode marxiste, en inspirant son programme et sa tactique de cette dernière.

Sur de telles bases, quel est donc le chemin pour arriver à la solution de problèmes, comme celui national par exemple? Nous voulons l'indiquer dans ces lignes très élémentaires. Les révisionnistes parlaient d'un examen conduit chaque fois

sur la base des situations contingentes et exempt de préoccupations de fins et de principes généraux. De cela, ils arrivaient à des conclusions purement bourgeoises, d'autant plus que, dans l'appréciation des situations, ils ne s'en tenaient nullement à des critères marxistes, mettant en relief le jeu des facteurs économiques et sociaux et des contrastes surgissant des intérêts de classe. L'on pourrait affirmer, à ce propos, que la juste ligne communiste consiste à assurer, dans l'analyse des situations, une stricte fidélité à la méthode marxiste de la critique des faits, et, par là, arriver librement aux conclusions sans avoir besoin de les délimiter par des idées préconçues. Mais, à notre avis, une telle réponse garde en elle-même tous les dangers de l'opportunisme à cause de son excessive indétermination! D'autre part, l'on pourrait nous objecter qu'il est nécessaire d'ajouter à un examen marxiste et de classe des contingences données l'application de principes et de formules générales obtenus par un renversement presque mécanique des formules bourgeoises; nous admettons volontiers qu'on pêche en cela par un simplisme grossier et par un radicalisme erroné. Certaines formules simples sont indispensables pour l'agitation et la propagande de notre parti. Et elles contiennent, en tout cas, des dangers moindres que l'excessive élasticité. Mais ces formules doivent être des points d'arrivée, des résultats et non des points de départ dans l'examen des questions, dont parfois le parti doit aborder la critique et la délimitation dans ses organes suprêmes afin de donner, en des termes clairs et explicites, des conclusions aux dispositions de la masse des militants. Ainsi, pour ne prendre qu'un exemple, l'on pourrait appliquer cette pensée à la formule « contre toutes les guerres » qui, en une période historique donnée, sépare très bien les véritables révolutionnaires des opportunistes subtilisant sur la distinction entre guerre et guerre, et arrivant à la justification de la politique de chaque bourgeoisie. Mais cette formule: « contre toutes les guerres », est certainement insuffisante comme énonciation de doctrine, ne fut-ce que parce qu'elle pourrait, par son radicalisme formel qui renverse grossièrement l'attitude opportuniste, nous conduire à une idéologie bourgeoise autre: au pacifisme du style tolstoyen. On tomberait ainsi en contradiction avec notre postulat fondamental de l'emploi de la violence armée.

Le chemin marxiste, qui se montre adéquat pour la réponse à ces problèmes, n'est ni l'un ni l'autre. Il mérite d'être bien mieux précisé par le parti du prolétariat révolutionnaire, bien qu'il en existe déjà des exemples très brillants, comme l'admirable édifice de la critique marxiste-léniniste aux doctrines démocratiques bourgeoises et dans la définition de notre programme à l'égard de l'Etat.

Pour indiquer brièvement la solution qui nous paraît la meilleure, nous dirons que la thèse suivant laquelle la politique marxiste se contente d'un simple examen des situations successives (par une méthode bien entendu déterminée), et sans exiger d'autres éléments, est à repousser. Quand nous aurons étudié les facteurs de caractère économique et le développement des contrastes de classe qui se présentent dans l'appréciation de tels problèmes, nous aurons fait quelque chose d'indispensable, mais nous n'aurons pas encore tenu compte de tous les éléments. Il y aura certainement d'autres critères dont il faut tenir compte, qui peuvent s'appeler « principes » révolutionnaires, à la condition que ces principes ne consistent pas dans des idées immanentes et données à priori, fixées une fois pour toutes dans des tables « trouvées » quelque part et à jamais incrustées. Si l'on veut, on peut renoncer au mot principe pour parler de postulats programmatiques: on peut toujours mieux préciser, on doit le faire, en tenant présentes les nécessités linguistiques d'un mouvement international: notre terminologie.

A tous ces critères, l'on arrive par une considération où réside toute la force révolutionnaire du marxiste. Nous ne pouvons ni ne devons résoudre les problèmes, par exemple, des dockers anglais ou des travailleurs de la Finlande, par les seuls éléments tirés de l'étude, par une méthode de déterminisme, par des considérations d'espace et de temps qui se posent d'une façon immédiate à la solution du problème. Il y a un intérêt supérieur qui guide notre mouvement révolutionnaire où les intérêts partiels ne peuvent pas contraster si l'on considère tout le développement historique. Mais l'indication de cet intérêt général ne surgit pas immédiate-

ment des problèmes particuliers concernant certains groupes du prolétariat et certains moments des situations. Cet intérêt général est, en un mot, **l'intérêt de la révolution prolétarienne**. C'est-à-dire l'intérêt du prolétariat considéré comme classe mondiale douée d'une unité et de tâches historiques, tendant à un objectif révolutionnaire : au renversement de l'ordre bourgeois. Nous pouvons et devons résoudre les problèmes particuliers en fonction de cette finalité suprême.

La manière de coordonner les solutions particulières avec cette finalité générale, se concrétise par des fondements acquis par le parti et qui se présentent comme les pivots de son programme et de ses moyens tactiques. Ces fondements ne sont pas des dogmes immuables et révélés mais sont, à leur tour, la conclusion d'un examen général et systématique de la situation de toute la société humaine, dans la période historique actuelle, où il faudra tenir compte de toutes les données qui tombent sous notre expérience. Nous ne nions pas que cet examen soit en progression continuelle et que les conclusions acquises se réélaborent à nouveau, mais il est certain que nous ne pourrions exister en tant que parti mondial au cas où l'expérience historique que le prolétariat possède déjà, ne permettrait à notre critique de construire un programme et un ensemble de règles de conduite politique. Nous n'existerions pas sans cela, ni comme parti, ni le prolétariat comme classe historique, possédant une conscience doctrinale et une organisation de lutte.

Là où se présentent des lacunes dans nos positions de tactique et où l'on prévoit des révisions partielles pour l'avenir, il serait erroné de les combler par une renonciation à la mise en avant de fondements ou de principes qui apparaissent certainement comme une « limitation » d'actions pouvant être suggérées par les situations successives dans les différents pays. Une erreur infiniment moindre résiderait dans l'élaboration, même imparfaite, de formulations positives parce que la clarté et la précision en même temps que le maximum possible de continuité de telles formulations d'agitation et d'action, sont une condition indispensable au renforcement du mouvement révolutionnaire. A cette affirmation, qui pourrait paraître risquée, nous ajouterons, sans vouloir insister sur cette importante question qui paraîtra excessivement abstraite pour d'aucuns, que les données que l'histoire de la lutte de classes nous fournit jusqu'à la guerre et la révolution russe, permettent au parti communiste mondial de remplir toutes les lacunes par des solutions satisfaisantes : ce qui ne veut évidemment pas dire que nous n'aurons rien à apprendre de l'avenir et de la continuelle contre-épreuve de nos positions dans leur application politique. Se refuser à « codifier » sans hésitation le programme et les règles de tactique et d'organisation de l'Internationale, ne pourrait avoir, aujourd'hui, d'autre sens que celui d'un danger opportuniste, parce que notre action courrait le risque d'aller demain se réfugier dans des principes et des règles bourgeois, complètement erronés et ruineux pour la « liberté » de notre action.

Nous conclurons ainsi : les éléments d'une solution marxiste des problèmes de notre mouvement sont l'ensemble des positions comprises dans notre vision générale du processus historique, positions orientées vers la réalisation du succès révolutionnaire final et général : étude marxiste des faits qui tombent sous notre examen. Cet ensemble de positions dérive dialectiquement d'un examen des faits, mais de l'examen de **tous** les faits historiques et sociaux qui nous sont accessibles. Pour le parti révolutionnaire, cet ensemble revêt non pas un caractère dogmatique, mais un degré élevé de permanence historique, degré qui nous sépare de tous les opportunistes et qui, autrement dit, est également représenté par notre cohérence doctrinale et de tactique, que l'on peut même qualifier de monotone, mais qui sert à nous distinguer des traîtres et des renégats à la cause révolutionnaire.

Nous parlerons maintenant de la question nationale, surtout à titre d'exemple de la méthode que nous avons indiquée. L'examen de cette question et la description des faits où elle se condense, sont contenus dans les thèses du IIe Congrès qui se rapportent justement à l'appréciation de la situation du capitalisme mondial et de la phase impérialiste qu'il traverse.

Cet ensemble de faits doit être examiné en tenant compte du bilan général de la lutte révolutionnaire. Un fait fondamental est celui que le prolétariat mondial possède désormais, en plus de son armée, les partis communistes de tous les pays, une citadelle dans l'Etat ouvrier : la Russie. Le capitalisme a, lui, ses fortifications dans les grands Etats et surtout dans ceux vainqueurs de la guerre mondiale dont un petit groupe contrôle la politique internationale. Ces Etats luttent contre les conséquences du déséquilibre général déterminé dans l'économie bourgeoise par la grande guerre impérialiste et contre les forces révolutionnaires qui s'assignent comme but d'abattre leur pouvoir.

Une des ressources contre-révolutionnaires des plus importantes et dont disposent les grands Etats bourgeois dans leur lutte contre le déséquilibre général de la production capitaliste, est leur influence sur deux groupes de pays : d'un côté, leurs colonies d'outre-mer ; d'un autre côté, les petits pays à race blanche d'économie arriérée. La grande guerre, présentée comme le mouvement historique aboutissant à l'émancipation des petits peuples et à la libération des minorités nationales, a bruyamment démenti cette idéologie à laquelle les socialistes de la IIe Internationale crurent ou feignirent croire. Les nouveaux Etats surgis en Europe centrale ne sont que des vassaux de la France et de l'Angleterre, alors que les Etats-Unis et le Japon consolident toujours plus leur hégémonie sur les pays moins puissants de leur continent respectif.

Il ne peut y avoir de doute à ce sujet : la résistance à la révolution prolétarienne est concentrée dans le pouvoir de quelques grands Etats capitalistes : une fois ces derniers abattus, tout le reste s'écroulerait devant le prolétariat vainqueur. Si, dans les colonies et les pays arriérés, il y a des mouvements sociaux et politiques dirigés contre les grands Etats et dans lesquels sont englobés des couches bourgeoises, des partis bourgeois et semi-bourgeois, il est certain que le succès de ces mouvements, au point de vue du développement de la situation mondiale, est un facteur révolutionnaire, et cela parce qu'il contribue à la chute des principales forteresses du capitalisme. Si donc survivait quand même à l'écrasement des grands Etats, un pouvoir bourgeois dans les petits pays, ce dernier serait emporté par la puissance du prolétariat des pays plus avancés, même si localement le mouvement prolétarien et communiste paraît faible et seulement à ses débuts.

Un développement parallèle et simultané de la force prolétarienne et des rapports de classes et de partis dans chaque pays, n'est pas du tout un critère révolutionnaire. Il se rapporte plutôt à la conception opportuniste sur la prétendue simultanéité de la révolution au nom de laquelle on niait, à l'époque de la révolution russe, jusqu'à son caractère prolétarien. Les communistes ne croient pas du tout que le développement de la lutte dans tous les pays doive suivre le même chemin. Ils se rendent compte des différences qui se présentent dans la considération des problèmes nationaux et coloniaux, mais ils coordonnent leur solution à l'unique intérêt du mouvement de destruction du capitalisme mondial.

La thèse politique de l'Internationale Communiste, pour permettre au prolétariat communiste mondial et à son premier Etat de guider le mouvement de rébellion des colonies et des petits peuples contre les métropoles du capitalisme, apparaît donc comme le résultat d'un vaste examen de la situation et d'une mise en valeur du processus révolutionnaire, bien conforme à notre programme marxiste. Elle se situe bien au dehors de la thèse opportuniste et bourgeoise, suivant laquelle les problèmes nationaux doivent être résolus préjudiciellement, avant que l'on puisse parler de lutte de classes et où, par conséquent, le principe national sert à justifier la collaboration de classes, cela dans les pays arriérés aussi bien que dans ces pays avancés du capitalisme, une fois admis le concept du maintien ou du recouvrement de l'intégrité de la liberté nationale. La méthode communiste ne dit pas banalement : les communistes doivent agir en sens opposé, partout et toujours, au courant national : ce qui ne signifierait rien et serait la négation métaphysique du critère bourgeois. La méthode communiste s'oppose à ce dernier « dialectiquement », c'est-à-dire qu'elle part d'un facteur de classe pour juger et résoudre le problème national. L'appui aux mouvements coloniaux, par exemple, a tellement peu la saveur de la collaboration de classes, que lorsque nous recom-

mandons le développement autonome et indépendant des partis communistes dans les colonies, afin qu'ils soient prêts à dépasser les alliés momentanés — par une œuvre indépendante de formation idéologique et organisationnelle — nous demandons surtout « au parti communiste de la métropole » d'appuyer les mouvements de rébellion. Et cette tactique a tellement peu une saveur collaborationniste qu'elle est qualifiée, par la bourgeoisie, d'antinationale, défaitiste et jugée comme haute trahison.

La thèse 9 (IIe Congrès) dit que, sans de telles conditions, la lutte contre l'oppression coloniale et nationale reste un drapeau trompeur comme pour la IIe Internationale, et la thèse 11, paragraphe E, insiste et dit « qu'il est nécessaire de mener une lutte décidée contre la tentative de couvrir d'un habit communiste le mouvement révolutionnaire séparatiste, non réellement communiste, des pays arriérés ». Ceci suffit pour sanctionner la fidélité de notre interprétation.

La nécessité de détruire l'équilibre des colonies résulte d'un examen strictement marxiste de la situation du capitalisme, parce que l'exploitation et l'oppression des travailleurs de couleur deviennent des moyens d'aigreur l'exploitation du prolétariat de la métropole. Ici ressort encore la différence radicale entre notre critère et celui des réformistes. Ces derniers essayent de démontrer que les colonies sont aussi une source de richesses pour les travailleurs de la métropole parce qu'elles offrent un débouché pour les produits. Ils retirent de cela d'autres motifs pour la collaboration de classes, en soutenant, en bien des cas, que le principe des nationalités peut être violé dans l'intérêt de la « diffusion de la civilisation » bourgeoise et pour accélérer l'évolution du capitalisme. Il y a ici un autre essai de travestissement du marxisme révolutionnaire qui se réduit à accorder au capitalisme des prorogations toujours plus longues, au moment de sa fin et de l'attaque révolutionnaire, en lui attribuant encore une longue tâche historique que nous lui contestons.

Les communistes utilisent les forces qui envisagent la rupture du patronage des grands Etats sur les pays arriérés et coloniaux, parce qu'ils considèrent possible de renverser ces forteresses de la bourgeoisie et de confier au prolétariat socialiste des pays plus avancés, la tâche historique de conduire à un rythme accéléré le processus de modernisation des pays arriérés, non pas en les exploitant, mais en obtenant l'émancipation des travailleurs locaux contre l'exploitation extérieure et intérieure.

Voilà, dans ses grandes lignes, la juste position de l'I. C., devant le problème dont nous nous occupons. Mais il importe de voir clairement le chemin par lequel on arrive à de telles conclusions, afin d'éviter que l'on puisse les relier à cette phraseologie surannée de la bourgeoisie, sur la liberté nationale et l'égalité nationale, bien dénoncée dans la première des thèses citées, comme un succédané du concept capitaliste sur l'égalité des citoyens de toutes les classes. Cela parce que dans les nouvelles conclusions (nouvelles en un certain sens) du marxisme révolutionnaire se présente parfois le danger d'exagérations et de déviations.

Pour rester sur le terrain des exemples, nous nions l'admissibilité, sur les bases indiquées, du critère de rapprochement, en Allemagne, entre le mouvement communiste et le mouvement nationaliste et patriotique.

La pression exercée sur l'Allemagne par les Etats de l'Entente, même sous les formes aiguës et vexatoires qu'elle a prises dernièrement, n'est pas un élément capable de nous faire considérer l'Allemagne comme un petit pays de capitalisme arriéré. L'Allemagne reste un très grand pays formidablement outillé au point de vue capitaliste et où le prolétariat, socialement et politiquement, est plus qu'avancé. Il est donc impossible de confondre sa situation avec les conditions effectives considérées plus haut. Qu'il nous suffise de cette affirmation pour nous épargner un ample examen de cette grave question, examen qui pourra être fait une autre fois et non sommairement.

Il ne suffit pas non plus, pour modifier notre appréciation, d'affirmer qu'en Allemagne l'alignement des forces politiques se présente de telle sorte que la grande bourgeoisie n'a pas une attitude nationaliste accentuée mais tend à se coaliser aux forces de l'Entente, aux dépens du prolétariat allemand et pour une

action contre-révolutionnaire ; alors que le mouvement nationaliste est alimenté par les couches petites-bourgeoises mécontentes et tracassées, elles aussi, économiquement, par la préparation de cette solution capitaliste. Le problème de la révolution déclenchée à Berlin ne peut se voir qu'en s'en rapportant — et cela est réconfortant — à Moscou, mais, d'autre part, à Paris et à Londres également. Les forces fondamentales sur lesquelles nous devons compter pour combattre l'entente capitaliste entre l'Allemagne et les Alliés, sont non seulement l'Etat Soviétique, mais aussi, en première ligne, l'alliance du prolétariat allemand avec celui des pays d'Occident. Ce dernier est un facteur d'autant plus important pour le développement révolutionnaire mondial qu'il serait faux et très grave de le compromettre, dans des moments difficiles, pour l'action révolutionnaire en France et en Angleterre. Et cela arriverait en faisant, fut-ce en partie, de la question de la révolution allemande une question de libération nationale, soit même sur un plan qui exclut la collaboration avec la grande bourgeoisie, car la disproportion de maturité entre la base d'action du parti communiste allemand et celui de France et d'Angleterre, déconseille une position erronée, consistant à opposer à l'antipatriotisme de la bourgeoisie allemande un programme nationaliste de la révolution prolétarienne. L'aide de la petite-bourgeoisie allemande, (qu'il faut certainement utiliser par une autre tactique que celle du « bolchevisme national » et en tenant compte de la situation économique ruineuse des couches moyennes), serait annulée complètement dans une situation où le capitalisme français et britannique se sentiraient intérieurement les mains libres pour agir au-delà des frontières allemandes ; ce qui ne peut être seulement évité que par une position internationaliste du problème révolutionnaire allemand. Le cas échéant, c'est en France que nous devons nous préoccuper le plus de l'attitude des couches petites-bourgeoises que l'aggravation du nationalisme allemand remettrait, encore une fois, à la merci des forces bourgeoises locales. Et une chose analogue peut se dire pour l'Angleterre où le labourisme se proclame effrontément nationaliste, maintenant que, pour compte et dans l'intérêt de la bourgeoisie britannique, il est au gouvernement.

Voilà comment, en oubliant les origines de principe des solutions politiques communistes, on peut arriver à les appliquer là où manquent les conditions qui les ont suggérées.

On doit considérer comme un phénomène qui présente certaines analogies avec les entreprises du social-nationalisme, le fait que le camarade Radek, soutenant dans une réunion internationale la tactique qu'il préconise, « découvre » que le sacrifice du nationalisme dans la lutte contre les Français de la Rhur, doit être exalté par les communistes, et cela au nom du principe, nouveau pour nous et vraiment inouï, qu'au-dessus des partis il faut soutenir quiconque se sacrifie pour son idée !

Un déplorable rabaissement est celui qui réduit la tâche du grand prolétariat d'Allemagne à une émancipation nationale. Nous attendons de ce prolétariat et de son parti révolutionnaire qu'il parvienne à vaincre non en son nom, mais pour sauver l'existence et l'évolution économique de la Russie des Soviets, et pour déverser contre les forteresses capitalistes d'Occident le torrent de la révolution mondiale, en éveillant les travailleurs de tous les pays qui, pour un moment, ont été immobilisés par les derniers sursauts de la réaction bourgeoise.

Les déséquilibres nationaux entre les grands Etats avancés sont des facteurs que nous devons étudier et examiner très attentivement. Mais, à l'opposé des sociaux-nationaux, nous excluons nettement qu'ils puissent se résoudre par un chemin autre que la guerre des classes contre tous les Etats bourgeois. Les survivances patriotiques et nationalistes dans ce domaine sont considérées par nous comme des manifestations réactionnaires qui ne peuvent avoir aucune prise sur les partis révolutionnaires du prolétariat, appelés dans ces pays à un héritage riche de possibilités véritablement et nettement communistes, à la tâche très avancée d'avant-garde de la révolution mondiale.

1924.

Amedeo BORDIGA

Une quatrième internationale ou une réplique de la Troisième

(Première suite)

LA TROISIEME INTERNATIONALE ET L'ETAT SOVIETIQUE

Depuis plus de 35 ans, nous suivons le cours des idées révolutionnaires en Russie, tout au moins ce qui en est accessible en fait de littérature économique et historico-politique en Occident. A la fin de 1904, nous provocâmes des rires chez quelques menchéviques néerlandais en écrivant une brochure sur « La Révolution en Russie », révolution qui n'avait pas encore vu le jour, mais dont les clameurs du mouvement ouvrier (grèves, action politique et syndicale, etc.) annonçaient la venue prochaine. La brochure parut peu de temps après la fameuse journée du 22 janvier 1905. La révolution de 1905 changea l'hilarité des très savants dirigeants social-démocrates en mépris hautain ; une hirondelle ne faisait pas encore le printemps et cette révolution n'était tout de même qu'une révolution bourgeoise. Et nous, de répondre : « Certes, il se peut que cette révolution ne soit qu'une révolution bourgeoise pour autant que le libéralisme ait négligé les tâches historiques bourgeoises qui lui étaient dévolues, notamment l'organisation des classes en groupements, mais tout laisse prévoir que le mot que Plekhanov prononça au premier Congrès de la IIe Internationale (Paris 1889) se réalisera ; la révolution russe sera prolétarienne ou ne sera pas ».

L'exactitude de cette prévision se réalisa à neuf pour cent. La Révolution de mars était déjà prolétarienne, quoiqu'elle se donna pour but un compromis petit-bourgeois entre la bourgeoisie acculée à une capitulation et l'idéologie petite-bourgeoise des socialistes révolutionnaires et des menchéviques.

Nous n'acceptons pas seulement la légitimité sociale et politique de la Révolution de mars, mais aussi celle d'octobre. La thèse soutenue par Trotsky (« Histoire de la Révolution », tome I) selon laquelle la nécessité sociale-psychologique de la révolution prolétarienne devait surgir de l'atmosphère de pétrification et du conservatisme verrouillé, est aussi partagée par nous. La vie n'est pas un calcul mécanique et le matérialisme dialectique de Marx n'enseigne pas que la vie obéit à des recettes préparées d'avance, même si leurs auteurs s'appellent Karl Kaustky, Otto Bauer ou Georges Plekhanov. Le schéma mécanique, mort donnant la répartition d'autant de capitaux en autant de mains, autant de membres des partis socialistes ou communistes n'est pas un baromètre juste pour la mesure du degré de maturité ou de la force du processus révolutionnaire. Bien entendu, nous ne parlons pas de la révolution en tant qu'**acte politique** ; il va sans dire qu'à une révolution économique et morale certains potentiels économiques, tels un certain degré de développement de la technique et de la production, ainsi que l'existence d'un vigoureux courant au sein des masses en faveur de l'ordre nouveau, sont nécessaires. En reconnaissant les lois historiques particulières régissant le devenir social en Russie, on saisit l'énigme des situations psychologiques particulières des masses, qui ont permis d'y accomplir **là-bas** une révolution avec si **peu**, quand on le mesure à l'échelle de l'histoire mondiale. Ce « peu » ce fut : **premièrement**, les masses paysannes dépourvues de toute propriété, le moujik ravagé de scorbut pour qui la « paix et la terre » était un salut indispensable, et, **deuxièmement**, les masses des prolétaires industriels chez qui l'esprit de résistance anticapitaliste remontait, non à l'époque de l'apparition d'un mouvement théorique développé, mais bien au-delà, au temps où ces ouvriers n'étaient encore que des serfs livrés par l'Etat aux fabricants pour les travaux industriels (1). Du temps déjà des grèves des ouvriers de

(1) Voir à ce propos Fugau Barenovsky dans son « Histoire de la fabrique russe ».

fabrique de Bradford et même avant le fameux soulèvement des canuts de Lyon, en 1881, les travailleurs industriels de Russie livraient un nombre considérable de grèves. Nous indiquons ce fait pour marquer que le mouvement ouvrier russe avait un long passé de bataille.

Notre but n'est pas de faire ici l'histoire de la prise du pouvoir par le parti bolchevique en octobre 1917. La méthodologie marxiste n'exige pas seulement une analyse de la structure des classes, mais elle commande aussi de désigner les reflexes subjectifs tels qu'ils se cristallisent dans la conscience des masses à des époques déterminées, mais surtout à des moments historiques. Aucun révolutionnaire ne restreindra l'immense portée de l'acte immortel d'octobre 1917. Il fut grandiose, quoique ceux qui le dirigèrent n'auraient pu l'accomplir dans les circonstances de l'Europe occidentale. Ce que le parti socialiste révolutionnaire abandonna de son programme classique historique : la terre au paysan, la politique léniniste le réalisa pour la première fois dans l'histoire de la Russie.

L'aide effective donnée aux paysans — et qu'on n'avait cessé de faire miroiter à leurs yeux depuis 1861 — est la grande stratégie sociale réaliste qui rallia la société russe à la révolution des bolchéviks. La terre aux paysans : le moujik devenait propriétaire. La « révolution française » des paysans russes avait fait pencher la balance du côté de la révolution ; les ouvriers industriels, en tant qu'avant-garde, animés de l'idéal socialiste, accomplirent le grand geste.

Si on se remémore l'atmosphère d'exaltation révolutionnaire des années de fin de guerre, on comprendra l'enthousiasme qui l'accueillit. Jamais les cœurs des révolutionnaires du monde entier n'avaient été aussi chauds et les sens aussi passionnés. Les soviets plus la dictature du prolétariat étayés par la destruction de la propriété privée ; les ouvriers industriels dans leurs syndicats et les paysans formaient, dans les soviets, la structure du pouvoir politique, de la dictature du prolétariat. Telle était la théorie !

Mais la pratique répondait-elle à la théorie ? Marx a bien enseigné que, pendant la période de transition qui va de la destruction de la société capitaliste à celle de l'érection de la société sans classe, le prolétariat doit, en tant que classe, exercer sa dictature, afin de préparer et de bâtir l'ordre économique et moral de la société socialiste. Il n'a pas été donné à Marx de décrire minutieusement les formes et le caractère de cette politique de dictature. En cela Kautsky eut raison — textuellement, non principalement — contre Lénine. Trotsky a mis, dans ces dernières années, ses brillantes qualités littéraires et ses grandes ressources de dialecticien à rechercher et à dévoiler les éléments néfastes de la bureaucratie russe. Sans doute, il le fit avec beaucoup de clairvoyance. Après de longues hésitations, il affirme que le droit historique à l'existence d'une IVe Internationale existe. Il est venu à cette constatation, après avoir vu s'accomplir l'effondrement catastrophique du mouvement ouvrier allemand. La création d'une organisation internationale des travailleurs n'est pas une partie de bridge, qu'on joue quand on le veut. Non seulement il faut que se soient formées les conditions historiques, politiques et sociales, ainsi que les éléments psychologiques nécessaires dans les masses, mais encore faut-il que ces raisons fondamentales soient tellement urgentes qu'elles appellent d'elles-mêmes une nouvelle organisation et un nouveau foyer d'attraction.

La déclaration de principe des Bolcheviques-Léninistes (1), votée à Paris en août 1933, dit dans son troisième paragraphe : « La IIIe Internationale... tomba » victime de sa dépendance servile envers la bureaucratie soviétique qui **dégénéra dans l'esprit du nationalisme et du centrisme**. Un marxiste pose immédiatement la question : pourquoi et quels sont les facteurs qui la firent dégénérer et en firent la victime du nationalisme et du centrisme ? Fût-ce seulement par le comportement subjectif d'une personne, ou d'un groupe de personnes (Staline et son appareil

(1) Il s'agit en réalité de la « déclaration commune », votée à la Conférence des partis socialistes n'appartenant ni à la IIe ni à la IIIe Internationale, par le Secrétariat International de l'Opposition Communiste de Gauche, le S.A.P. (Allemagne), le P.S.R. et le O.S.P. (Hollande). Note du traducteur.

bureaucratique)? Et après: ces symptômes nationalistes et centristes ne sont-ils apparus qu'en 1924, après que le conflit Trotsky-Staline fut devenu aigu? On est en droit d'attendre qu'un dialecticien matérialiste de la taille d'un Trotsky rejette une telle mesure subjectiviste des événements. Et ensuite, si cette manière de juger se révèle sociologiquement juste, n'est-on pas en droit d'en conclure que les masses russes ne sont pas encore mûres pour la construction du socialisme, parce que tolérant sans résistance une pareille politique criminelle? Quelle différence y aurait-il alors entre la mentalité des masses fascistes italiennes et allemandes et celles de Russie?

V. -- TROTSKY DEVANT LE MIROIR DE SON PASSE

Ce furent les théoriciens du Parti Communiste Ouvrier Allemand (que Trotsky, en ce moment en pleine gloire, ridiculisa et insulta), ce fut Herman Goster (de l'« école hollandaise » — comme Trotsky ajoutait sarcastiquement) — : Goster ne fut pas un styliste aussi brillant que Trotsky, mais, par son cœur sans souillure et par son attachement indéfectible à la cause du socialisme révolutionnaire, il appartenait à la lignée des Rosa Luxembourg, Karl Liebknecht et Lénine. Ce fut lui qui, dans sa lettre ouverte à Lénine en réponse au, certes pas le plus génial de ses ouvrages, « La Maladie infantile du Communisme », mit à nu les symptômes du mal qui devait engendrer l'abcès nationaliste et centriste de maintenant. Nous nous rappelons une parole de Lénine en 1921 disant: « Nous ne pouvons pas forcer » le prolétariat européen à sortir du marasme de son esclavage pour nous aider..., » mais nous nous maintiendrons jusqu'à ce que le prolétariat mondial ait accompli » sa révolution ».

Lénine fut, sans conteste, un grand meneur; il osait avouer et reconnaître ses erreurs..., mais Lénine n'était qu'un simple mortel. Il faut laisser aux épigones la triste tâche de la déification du nom de Lénine; ce nom leur est un symbole nécessaire et doit servir de couverture à leur marchandise malodorante. C'est ici que l'observation marxiste peut nous être d'utilité, en ce qu'elle nous permet d'éclairer un développement objectif contre lequel des sujets aussi grands que ceux qui portent nom de Lénine et Trotsky ne pouvaient rien. L'appréciation que Frédéric Engels porta à propos de Thomas Menzer (et qui souvent fut redite à propos des ministres social-démocrates)) trouve ici une nouvelle application: « C'est le pire » qui puisse arriver au chef d'un parti extrême que d'être obligé de prendre le » pouvoir en mains, à une époque où le mouvement n'est pas encore mûr pour la » domination de la classe qu'il représente et pour l'application des mesures » qu'exige la domination de cette classe... Ce qu'il peut faire contredit toute son » action passée, ses principes et les intrinsèques immédiats de son parti, et ce qu'il doit » faire est irréalisable ». En dépit du caractère révolutionnaire sublime de l'Octobre 1917, il advint à Lénine et Trotsky ce qu'il était advenu au héros d'Engels.

Pour pénétrer à fond ce procès, il faudrait démêler le jeu formidable des forces et motifs contradictoires suivants:

- a) La lutte pour le maintien de ce qui avait été conquis par la révolution;
- b) Le souci d'établir un contrôle rigoureux par l'affirmation d'une autorité nationale (par exemple, par la répression du soulèvement de Tronstadt);
- c) L'enthousiasme du pays pour le but final: socialisme plus communisme;
- d) La remise de concessions aux techniciens étrangers;
- e) La lutte pour la reconnaissance « de jure » de l'U. R. S. S. et l'obligation faite aux communistes étrangers de réclamer cette reconnaissance dans tous les parlements;
- f) La lutte avec les paysans, la famine de 1921 et le reflux de la vague révolutionnaire en Europe Occidentale;
- g) L'appel à la vie de partis ou de petits partis communistes orthodoxes dirigés contre les courants plus extrêmes, tels le K.A.P.D. et les œillades lancées aux social-démocrates de gauche: les Crispian, Levien, en Allemagne et les Frossards en France.

La « Maladie infantile du Communisme » de Lénine était un exemple frappant de la modification de ses idées, modification surgissant des besoins d'Etat de la

Russie (1). La formation à tout prix de partis de masses était en contradiction flagrante avec le plan d'organisation de Lénine avec lequel, si souvent, il avait fustigé la social-démocratie! Les fruits de la lutte contre les « économistes » (les syndicalistes, Martynov et autres) et contre Martov — auxquels se joignait parfois Trotsky — furent réduits en miettes. Les thèses de la « Maladie infantile » découlaient des intérêts étatiques de la Russie d'alors. Bien qu'ils prirent une position politique personnelle non conformiste, Goster et Pannekoek ne sentirent pas les motifs objectifs généraux de cette volte-face; en tout cas ils ne les firent pas valoir.

Le fameux troisième Congrès de la IIIe Internationale connut autant de drameaux et de fanfares que le IIIe Empire en Allemagne. Les jeunes délégués révolutionnaires de l'Occident, manquant parfois d'expérience historique et souvent de vue théorique, y vinrent comme vers une Mecque rouge, pour y apporter leur salut et leurs hommages et pour y écouter bouche bée l'oracle Lénine (loin de nous, bien entendu, de prétendre que Lénine recherchait lui-même cet effet). Il n'était pas question d'analyse-critique des vingt et une conditions, des résolutions kilométriques, qui, selon les paroles de Lénine lui-même, avaient des dimensions russes et une valeur russe, mais qui ne pouvaient être ni comprises ni appliquées. Rentrés chez eux, ces délégués atteints par le mal russe, ne pouvaient que suivre les publications russes, les répéter et les rabâcher, sans pouvoir les vérifier sur leur propre milieu ou de voir les facteurs historiques propres, autres, qui s'y étaient développés.

Les principes communistes essentiels furent ainsi altérés et ridiculisés par les perroquets moscovites. Après le putsch de Kapp, le Parti Communiste Allemand construisit, sur le modèle du Parti Socialiste, un appareil bureaucratique, où des bureaucrates, grands et petits, portaient l'insigne avec la faucille et le marteau, bien plus pour les avantages matériels qu'elle leur apportait que pour autre chose. Ce n'était pas une organisation homogène d'une avant-garde révolutionnaire éprouvée, mais c'était un « parti de masse ». Et que d'éléments douteux n'hébergeait-il pas! Ce qu'Arthur Rosenberg, un ancien membre du bureau exécutif du P. C. A., écrivit (« Geschichte der Bolchevismus », Berlin, 1932), est tout à fait juste: parallèlement à l'ascension économique et politique en Russie se vérifiaient le recul et la destruction des sections communistes en Europe Occidentale. La discipline de cadavre, d'essence russo-germanique, — et contre laquelle Marx déjà pesta si souvent — considérait toute critique comme un crime de lèse-majesté. Le maintien de l'Etat soviétique dans n'importe quelle circonstance amena — surtout après la mort de Lénine — l'idéologie de la construction nationale du socialisme en Russie.

Les principes du « Manifeste Communiste », qui considéraient le socialisme non pas comme une question locale ou nationale, mais comme une question sociale et internationale, furent abandonnés. Les dettes de l'Etat annulées furent, sinon reconnues, tout au moins présentées comme appât pour l'obtention d'emprunts. La thèse de la permanence de la révolution, qui veut que tant que celle-ci n'a pas triomphé matériellement et moralement, dans les parties les plus importantes du monde, l'Etat ouvrier russe a comme tâche de hâter la révolution à l'échelle internationale, — cette thèse entra en conflit avec le bolchevisme national russe. La classe ouvrière de l'Europe Occidentale fut sacrifiée à ce dernier.

La déclaration de Lénine, dont nous faisons état ci-dessus: « Nous nous maintiendrons jusqu'à ce que le prolétariat mondial ait fait sa révolution », devient ainsi la clef psychologique (2) du **développement nationaliste et centriste** auquel Trotsky aussi aida.

D'une brochure éditée en 1921 par le Parti Communiste Ouvrier Allemand, intitulée: « Le gouvernement soviétique et la IIIe Internationale à la remorque de la bourgeoisie internationale », nous reproduisons les passages suivants:

(1) Nous avions, en 1921, pris position contre les dangers de cette nouvelle orientation, mais le mémoire rédigé par nous fut excommunié.

(2) Cette déclaration fut naturellement faite avec la meilleure intention. Avec la perspective et l'espoir que le prolétariat mondial allait livrer l'assaut au capitalisme.

a) « **La position du gouvernement soviétique dans la lutte des classes à l'intérieur de la Russie Soviétique** ».

« La masse paysanne força le gouvernement soviétique à accomplir une modification profonde de sa politique économique à la campagne, ensuite aussi dans l'industrie des villes. L'organisation économique implantée par le gouvernement des soviets par la contrainte étatique, devenait un facteur qui barrait la route au développement de la jeune classe des petits paysans, pénétrée du désir de s'élever. Elle réclamait, en remplacement de cette organisation économique, l'organisation capitaliste de la production et du commerce.

« Jusqu'alors, le gouvernement soviétique avait réquisitionné les produits des paysans selon les besoins de l'armée et de l'autre population. La libre disposition des paysans sur les produits de leur travail était abolie ; le gouvernement prenait tout lorsqu'il le jugeait nécessaire. Au début de 1921, le gouvernement substitua le régime de l'impôt au régime du réquisitionnement. Il céda, en cela, à l'opposition des paysans, qui réclamaient parce que jamais ils ne recevaient aucun produit d'échange, tels des vêtements, des souliers, des outils, des machines, etc.

« A partir de ce moment, les paysans ne furent plus obligés de céder leurs provisions entières, seulement une partie proportionnelle. Il leur était libre de pratiquer, avec l'excédent, le commerce libre dans les grandes villes. Ainsi, le gouvernement soviétique reconnut légalement aux paysans russes le droit à la propriété privée.

« Cela signifiait la reconnaissance du système lucratif capitaliste dans les campagnes russes et, comme conséquence, l'introduction d'un pareil système de lucre dans les grandes villes.

« Le gouvernement soviétique dut, comme conséquence de cette concession, renoncer à la direction qui avait prévalu jusqu'alors dans l'industrie de la ville, et il vit forcé de l'enlever des mains des possesseurs actuels, notamment des mains de la classe des prolétaires, pour la confier, pour ce qui concerne la direction, l'administration et la conduite de l'entreprise, à des capitalistes particuliers.

« Il dut consentir à libérer l'industrie artisanale, du paiement de primes aux travailleurs industriels, du libre échange de produits industriels contre des vivres, échange que toutes les usines ayant accompli les minima exigés purent pratiquer. Ensuite, il dut également libérer, en grande partie, le commerce capitaliste. Le capitalisme était donc reconnu, quelles qu'en soient les conséquences comme la forme économique courante, aussi dans les villes.

« Cette politique économique, en apparence tout à fait neuve, avait déjà été préparée, dans une certaine mesure, par des actes antérieurs du gouvernement soviétique. La position actuelle s'annonçait déjà dans la dissolution, en 1918, des soi-disant comités de pauvres, formés par les bolchéviques après la prise du pouvoir, dans le but de procéder à la socialisation des terres.

« Et le premier pas vers la politique intérieure actuelle dans l'industrie fut déjà prise, lorsqu'au lieu de diriger les entreprises à l'aide du personnel et des comités de fabriques, elle en confia la direction à des commissions spécialement instituées à cet effet et composées de spécialistes (techniciens sortant de la masse bourgeoise) et de communistes.

« Ces mesures avaient déjà eu certaines répercussions qui faisaient présager le début d'un changement de position de la part du gouvernement soviétique par rapport au prolétariat russe. L'appareil économique et étatique fut de plus en plus pénétré d'éléments bureaucratiques, engendrant les conséquences connues. Il en affluait des cercles de la petite bourgeoisie, des commerçants, des anciens fonctionnaires, des ouvriers manuels, de toute part. Ces gens appartenaient au petit nombre en Russie qui sait lire et écrire et qui, seuls, entraient en ligne de compte pour ces fonctions, car la plus grande partie de la population russe était et est encore illettrée.

« La cause de l'apparition de la bureaucratie est due uniquement au manque de produits de consommation et ne peut être écartée que par l'augmentation de la production. Un exemple éclaire cette affirmation : la population a besoin de chaussures. Il se fait qu'il n'y a pas autant de paires de souliers qu'il y a d'habitants,

mais qu'il n'y a qu'une paire pour cent habitants. Ces cent personnes désirent toutes cette paire unique et adressent des demandes correspondantes au service compétent. Aux cents demandes il faut répondre, vu qu'elles ne peuvent être satisfaites ; c'est là la tâche des autorités et l'origine de la création d'une formidable bureaucratie.

« Cette bureaucratie, siégeant là où on dispose des moyens de subsistance, a eu une énorme influence sur tout le développement des rapports sociaux en Russie. Cette bureaucratie dispose même, de par sa position et par ses rapports entre ses composants, d'un pouvoir sur ceux qui produisent les moyens de subsistance, c'est-à-dire le prolétariat. Ce fut le point de départ de l'antagonisme entre le gouvernement soviétique et le prolétariat russe, qui s'étala au grand jour au début de cette année (1921). Le pouvoir glisse de plus en plus des mains du prolétariat à celles de la bureaucratie, donc de la petite bourgeoisie.

b) **Le commencement de l'antagonisme entre le gouvernement soviétique et le prolétariat russe.**

« Ces antagonismes se manifestèrent théoriquement, pour la première fois, à la fin de l'an dernier (1920), et ils firent leur apparition à propos d'une question et sous une forme inopinée pour les dirigeants communistes.

« Tel un coup d'éclair, la question des syndicats russes éclaira les formidables antagonismes qui existaient au sein du parti et qui amenèrent les débats les plus vifs, au cours desquels Boukharine, par exemple, fut taxé de syndicaliste par Lénine. Près d'une douzaine de courants se formèrent, parmi lesquels trois tendances principales se dessinèrent bientôt.

« Le problème avait trait aux tâches présentes et le rôle futur des syndicats russes.

« De par la manière selon laquelle la production était dirigée et commandée (à l'aide de spécialistes et d'hommes de confiance du parti), les syndicats étaient voués au chômage et étaient aiguillés sur une voie de garage.

« Leurs effectifs, qui atteignaient à peine 1,500 en 1917, se chiffraient, malgré tout, par millions. Que faire de ces organismes ? Leur fonction d'antan, et d'ailleurs originale, qui consistait à mener la lutte contre le patronat pour la conquête de meilleures conditions de salaires et de travail, semblait avoir pris fin par la destruction du patronat, consécutive à la révolution. Unaniment, on repoussa l'idée de dissoudre ces organisations de millions de prolétaires. Chlapnikov était d'avis que l'entière direction de la production devait être enlevée au parti pour être remise entre les mains des syndicats, afin de leur donner une vie nouvelle. L'écrasante majorité des syndiqués se prononça en faveur de cette solution (la soi-disant opposition ouvrière).

« Par contre, Trotsky, comme représentant du principe « militaire », déclarait dans ses directives, que la direction devait rester sous la dictature la plus rigide du parti, et, qu'en tout cas, les syndicats avaient à se soumettre aux ordres du parti. Cette tendance ne trouva que peu d'adeptes dans les syndicats. Lénine, fidèle à sa politique du centre, proposait dans sa résolution de ne pas changer provisoirement les rapports entre gouvernement, parti et syndicats, de ne permettre aux syndicats de prendre part, que jusqu'à une certaine limite seulement, à la direction de la production, notamment en déléguant des membres de leur comité central à la commission centrale des commissariats économiques !

« Au surplus, les syndicats devaient être considérés comme des « écoles du communisme », où des membres du parti devaient faire du prosélytisme pour le parti. La manière de voir de Lénine n'était partagée que par un faible pourcentage des membres des syndicats.

« Mais que se passa-t-il ? La question de l'avenir des syndicats ne fut pas solutionnée par les six à sept millions de syndiqués, dans le sens indiqué par Chlapnikov, mais par le demi-million de membres du parti, et cela dans le sens indiqué par Lénine.

« Cela signifiait, en réalité, la domination illimitée du parti sur le reste du prolétariat.

« La revendication de Chlapnikov et de ses camarades était-elle contre-révolu-

tionnaire ? Quelle était le mobile des communistes russes ? Nous verrons plus loin quelles étaient les causes réelles qui les faisaient agir de la sorte.

» Mais qu'exprimait l'adhésion formidable du prolétariat à la résolution de Chlapnikov ? C'était plus que le simple vœu de choisir lui-même la direction de la production. C'était le besoin urgent, criant du prolétariat de se rendre indépendant, d'échapper à la tutelle de quelques-uns ; c'était un vigoureux réveil de la conscience prolétarienne qui avait grandi dans les dernières années d'une façon inouïe. L'enjeu véritable de ces débats se reflétait le mieux dans les thèses d'Ixgnatov, qui exigeait, tout comme Chlapnikov et Boukharine, la « démocratisation » des institutions du parti et de l'Etat.

» Les démêlés du gouvernement avec le prolétariat devinrent encore plus ouverts et plus critiques, lorsqu'en février, quelques milliers de prolétaires manifestèrent, réclamant l'augmentation de la ration alimentaire et lorsqu'à Pétrograd aussi, le mécontentement des masses grandit et le soulèvement de Cronstadt éclata.

» Le soulèvement de Cronstadt fut loin d'avoir l'importance des événements dans les capitales et dans la population paysanne. Les préambules du soulèvement de Cronstadt dataient déjà de quelques mois et avaient, à l'origine, les conflits de Trotsky avec les matelots. Ces derniers s'accommodaient difficilement de la « dictature d'en haut » et exigeaient pour eux des pouvoirs plus étendus. Trotsky coupa l'envoi d'habillements. Les matelots préparèrent alors le soulèvement qui éclata peu de temps après et qui fut, pour les dirigeants russes, une véritable surprise.

Tels furent les premiers événements des antagonismes perçant entre le gouvernement soviétique et le prolétariat russe et, depuis lors, l'opposition et la rébellion ouverte contre ce gouvernement n'ont plus jamais cessé.

« c) La politique étrangère du gouvernement soviétique. Le mouvement de soutien à la Russie soviétique.

» La politique étrangère, que le gouvernement mène actuellement, débuta par la reconnaissance du traité de Brest-Litowsk ; ce fut une controverse à propos de laquelle différents courants se manifestèrent au sein du parti communiste. Il n'est, pour le surplus, pas juste d'affirmer que dans les campagnes de Denikine, Koltchak, le comte Wrangel, etc., la bourgeoisie étrangère était le facteur le plus agissant. La direction de la lutte était entre les mains de l'ancienne noblesse, dont le but était le rétablissement de la grande propriété foncière. Ceci explique pourquoi les paysans cédèrent avec empressement, jusqu'à leurs dernières réserves, au gouvernement, aussi longtemps qu'il s'agissait de les défendre contre les féodaux, mais que ces mêmes paysans refusèrent toute aide à l'armée rouge dès que les nobles furent battus.

» Les guerres du pouvoir soviétique de ces dernières années ont le même contenu que les guerres révolutionnaires de la France bourgeoise révolutionnaire à la fin du XVIII^e siècle. Le but de guerre du pouvoir soviétique était déjà, en réalité, la défense de la propriété parcellaire capitaliste des paysans contre les attaques de la noblesse visant au rétablissement de la grande propriété foncière, quoique les formations de combats étaient composées de prolétaires.

» Dans ces dernières semaines (juillet 1921), la politique étrangère des soviets est entrée dans une phase nouvelle et décisive. La Russie a été frappée par une catastrophe naturelle, terrible dans ses conséquences. Une sécheresse de plusieurs mois a détruit toutes les récoltes dans diverses régions de la Volga, du Don, du Caucase septentrional et en Ukraine. La chaleur torride a brûlé les épis et la moisson est ici totalement, là partiellement, anéantie. En même temps, le choléra sévit, entraînant chaque jour des milliers de gens et d'animaux dans la mort. La Russie Soviétique est quasi impuissante devant ce terrible fléau. Tout manque, même le plus nécessaire. A cause de l'état arriéré de la technique et à cause des conséquences de la guerre, il n'est guère possible de sauver les récoltes. Aucun moyen de transport pour les conduire vers les villes, aucun moyen non plus d'évacuer les masses humaines, fuyant des régions atteintes et de les transporter vers des régions plus fertiles. Pas d'instruments, par de médicaments pour combattre le choléra qui cause d'immenses ravages. Tout cela devait être envoyé du dehors.

- » Le gouvernement soviétique a lancé un appel à l'aide au monde entier...
- » L'appel du gouvernement a éclairé d'un coup toute la situation.
- » Le gouvernement soviétique livre son pays, sa révolution et son prolétariat à la bourgeoisie internationale...

Ainsi on fait droit aux « gauches » plus de dix ans après les avertissements qu'ils lancèrent. Complétons encore ce tableau par le jugement que Goster formula en 1921 :

« Le troisième Congrès de l'Internationale de Moscou a provisoirement tranché le sort de la révolution mondiale. Le courant qui veut la révolution mondiale, c'est-à-dire, en tout premier lieu, la révolution en Allemagne et par là en Europe Occidentale, est exclu de l'Internationale russe. Et les partis communistes de l'Europe Occidentale et des autres parties du monde, qui restent à l'intérieur de cette Internationale, se trouvent dégradés au niveau d'instruments devant servir au maintien de la révolution russe et des républiques soviétiques. La révolution en Europe Occidentale et dans le monde est écartée afin de tenir en vie la révolution russe pendant quelque temps encore. Ainsi on a voué pour longtemps la révolution mondiale à l'impuissance ».

Du point de vue du marxisme, c'est donc un non-sens de vouloir charger la tendance stalinienne et la personne de Staline de tous les péchés de l'Etat soviétique russe et du Komintern. Lénine lui-même a disparu trop tôt pour ne pas se voir forcé, par les nécessités sociales, de se transformer en un Staline. Et s'il n'avait pas voulu le devenir, il n'aurait connu d'autre sort que celui de Trotsky.

Nous rejetons résolument la déclaration de la Ligue Communiste Internationaliste de Trotsky, qui déclare accepter les enseignements des 3^e et 4^e Congrès comme base de la IV^e Internationale. Dans les travaux de ces Congrès résident les germes qui devaient faire dégénérer les partis communistes de l'Europe Occidentale.

A. SOEP.

(A suivre).

A propos de Staline et du Stalinisme

Les grandes défaites prolétariennes ont leurs tragédies historiques et, bien souvent aussi, leurs parodies lamentables. L'un ne va pas sans l'autre. D'un côté, des milliers de prolétaires battus, torturés, abattus comme des chiens ; le désarroi, la pornographie, la confusion enlevant tout espoir d'un regroupement salutaire des forces révolutionnaires. D'autre part, le triomphe sanglant du capitalisme, l'épanouissement impudent des forces sociales qui l'ont si bien servi. Le centrisme, pour enlever la vision de la réalité aux masses en déroute, pour souder les ouvriers et paysans russes à sa politique de pénétration « pacifique » au sein du système capitaliste, ce qui veut dire afin de justifier son intégration à un des deux blocs impérialistes, est obligé de créer une psychose d'agression universelle contre l'U.R.S.S., psychose ayant pour axe la vénération du chef Staline, concrétisant la réaction soviétique au monde bourgeois, et enfin, comme conclusion, l'intronisation du « stalinisme ».

Que l'on comprenne bien : tant que le prolétariat eut la possibilité d'intervenir internationalement, le centrisme, incrusté dans l'Etat Soviétique, se para de l'ombre de Lénine pour accomplir sa fonction de dispersement des forces révolutionnaires au grand profit du renforcement de l'Etat prolétarien. Plus s'accrochèrent les défaites, plus se concrétisa la « notion du socialisme en un seul pays » et moins il devint nécessaire d'employer le nom de Lénine. Le problème essentiel, dès lors, fut la mobilisation effective des ouvriers et paysans russes autour du centrisme engageant l'U.R.S.S. dans le jeu d'alliances impérialistes et non plus l'appel aux ouvriers de tous les pays. Pour cela, Staline convenait évidemment mieux que Lénine, dont le souvenir et les enseignements restent profondément internationalistes. Et, depuis le XVII^e Congrès du parti bolchévik russe, fort de l'appui de l'impérialisme yankee, l'Etat ouvrier, pour qui le prolétariat international battu en

Allemagne et en Autriche est devenu tout au plus un instrument d'appoint pour renforcer ses positions diplomatiques, a accentué sa politique d'incorporation au capitalisme et, parallèlement, a déterminé, en guise d'explication, une campagne aussi stupide que grotesque autour de Staline et du Stalinisme. Il ne faut point s'y méprendre, cette campagne fait partie de la mobilisation des ouvriers russes autour de la politique actuelle du centrisme et, pour cela, il faut absolument « trouver » les éléments apportés par Staline au marxisme et à la révolution internationale, éléments qui font de lui l'égal — que disons-nous, le génie supérieur — à Lénine et tout au moins l'égal de Marx. Sans la réalité terrible que cache cette campagne idiote, il y aurait vraiment de quoi rire.

Ainsi, de tristes bureaucrates, dont le métier consiste à écrire des platitudes et des panégyriques sur commandes, ont le front d'affirmer, sans rougir mille fois de honte, que l'essai de vulgarisation du léninisme que Staline fit dans ses conférences à l'Université de Sverdlov « pour faire pénétrer dans les masses la conscience socialiste et la théorie marxiste-léniniste, ne peut être comparée qu'à l'importance du Manifeste Communiste, du Capital, de la Critique du programme de Gotha, de Que faire?, de l'Etat et la Révolution et de la Maladie infantile du Communisme de « gauche ».

Le nommé Knorine, père de cette prose éloquente, s'efforce même de démontrer que des brochures écrites par Staline en 1912 — restées hélas inconnues jusqu'à ce jour — méritent, par leur profondeur, de se trouver à côté des meilleures œuvres écrites par Lénine à l'époque. Fort probablement, puisque selon ce même biographe impudent, Staline a déjà, au « IVe Congrès des bolchéviks, remplaçant Lénine en qualité de rapporteur du Comité Central, donné une interprétation des problèmes fondamentaux du bolchevisme et des perspectives de sa lutte pour le pouvoir et le socialisme, qui est devenu la base de toute l'activité ultérieure de notre parti », découvrira-t-on demain que, somme toute, Lénine fut un bon bougre, mais sans Staline que serait-il bien devenu?

La campagne du centrisme tend à mettre en évidence les réalisations de « dix années d'appréciations staliniennes de la situation internationale ». Par internationale, le centrisme entend évidemment les succès des plans quinquennaux en U.R.S.S. et comme ces succès furent obtenus grâce aux défaites ouvrières dans tous les pays, le stalinisme consacré aujourd'hui est donc la théorie des défaites prolétariennes et du national-bolchevisme. Jusqu'ici, nous avons repoussé le « stalinisme » en considérant que les événements qui amenèrent le triomphe du centrisme dans l'I. C. et en Russie, ne sont pas fonction de Staline ou de Trotski. Il s'agit du choc de forces sociales: l'histoire étant l'histoire des luttes de classe et non d'individus isolés. La victoire du centrisme était pour nous un renforcement du capitalisme international obtenu grâce à la faiblesse du mouvement révolutionnaire dans tous les pays et non le résultat de l'influence machiavélique de Staline. Aujourd'hui le centrisme, procédant à la mobilisation des masses russes, des prolétaires encore rattachés au centrisme autour des réalisations obtenues au cours de ces dernières années au prix de la débâcle des partis communistes, certains de l'impuissance des rares noyaux marxistes qui maintiennent, malgré tout, le drapeau véritable de l'internationalisme, passe à la déification de Staline, ce qui représente, somme toute, une idéalisation de la situation contre-révolutionnaire actuelle: un appel aux masses à suivre le centrisme dans le chemin de la trahison jalonné par l'apport spécifique des théories que le centrisme appelle aujourd'hui staliniennes: la construction du socialisme en un seul pays.

La pornographie politique du centrisme déifiant son idéologie de défaites, chargeant quelques obscurs Knorine de ramasser coûte que coûte des éléments de déification des « grands chefs », la crasseuse ignorance de ces gens, pourrait prêter à rire si, comme nous l'avons dit, il ne s'agissait de préparatifs infiniment sérieux de mobilisation contre-révolutionnaire des ouvriers.

C'est dans ce sens que nous réagirons contre ceux qui « sont fiers d'être staliniens » et qui sont aujourd'hui, après la social-démocratie, une des forces essentielles d'immobilisation du prolétariat révolutionnaire.

LA CATASTROPHE DE PATURAGES

Le Borinage vient de vivre un événement des plus douloureux: 57 mineurs ont péri, victimes d'un coup de grisou, au Fief de Lambrechies. Quatorze d'entre eux périrent en tentant vainement de ramener à la surface le corps de leurs camarades de misère. Solidarité qui fut payée bien cher: ils multiplièrent les deuils, eux qui voulaient les limiter. Bien vite, tout espoir de ramener les corps dut être abandonné et l'immense cerceuil de houille confondant hommes et charbon, fut fleuri hypocritement par les représentants du capitalisme, désireux d'effacer l'obsession de la mort que les mineurs borains auront dans le cœur, lorsque demain ils descendront à nouveau dans la mine meurtrière.

Extraire du charbon, toujours et toute leur vie, ce charbon grisoteux dont chaque explosion fera des victimes, travailler dans des fosses au remblayage et boisaie défectueux, et crever la faim comme c'est le cas au Borinage. Ceux du Fief de Lambrechies ne pourront pas se plaindre: les patrons ont « généreusement » décidé de réouvrir le puit afin de ne pas priver de nombreuses familles de pain. Déjà les fleurs jetées sont oubliées; demain il faut extraire du charbon, reprendre les outils et descendre, car il faut que les barons de la gaillette aient les bras nécessaires pour l'exploitation du charbon, cette richesse nationale.

Les coups de grisou se succéderont encore dans ces fosses grisouteuses et les sombres terrils verront les mêmes cortèges hypocrites, la même comédie de la douleur. Mais la douleur véritable des familles prolétariennes frappées terriblement, leur vie de famine, de travail, ne fera que s'approfondir.

Les fleurs, les lamentations universelles, les télégrammes de condoléances, seront vite oubliés et bientôt déferlera la lutte des mineurs ne voulant pas comprendre que « l'intérêt commun » exige des salaires de famine, repoussant du pied les clameurs de ceux qui disent que le patronat se « sacrifie » en maintenant quand même l'exploitation des mines.

La catastrophe de Pâturages n'est pas le fait du « hasard »: c'est le fruit du régime capitaliste et non la rançon que la nature oppose au travail humain, fatalité devant laquelle la technique et la science sont impuissantes. Quand les trusts parviennent à réduire la production, à conclure des accords pour trouver un remède à leur lutte « fratricide », on parle de victoire, de succès, de garantie de paix entre les Etats, de remède à la crise économique. Et c'est pourtant grâce à cela que les catastrophes minières sont possibles. La technique actuelle permettrait peut-être d'abandonner pour toujours l'exploitation des mines: le pétrole et ses succédanés pouvant remplacer le charbon. Mais la Royal-Deutsch et la Standard-Oil luttent avec acharnement pour fermer des puits de pétrole. Le capitalisme de chaque pays trouvant une planche de salut dans une production limitée aux « besoins » intérieurs du pays ainsi qu'aux nécessités de la lutte inter-impérialiste.

Les chefs réformistes belges, dans ces circonstances, restent fidèles à leur misérable fonction: leurs gémissements dépassent ceux de la bourgeoisie et positivement leurs solutions consistent à demander à l'Etat de restreindre les importations de charbon allemand, sans examiner si les mines allemandes n'offrent pas de meilleures conditions d'exploitation. C'est là leur seule réponse à la tragédie de la mine, aux menaces de diminutions de salaire annoncées.

Mais le patronat minier a jugé opportun, après la catastrophe, de reculer de quinze jours la diminution des salaires: quinze jours doivent suffir pour faire oublier les victimes actuelles. En juin, la bataille de classe se posera à nouveau. Alors, sur la base de leur lutte contre la famine, les mineurs du Borinage, qui, déjà en juillet 1932, ont donné le signal, voudront lutter contre la mort qui, chaque jour, les guette, contre le régime capitaliste.

Pour se défendre, ils n'auront que leur force, ils n'auront qu'une seule voie: la révolution prolétarienne contre laquelle montent la garde armée toutes les forces de l'ennemi dont les représentants ont paradé lors des funérailles des victimes.

SOMMAIRE

des deux derniers numéros

N° 5 — MARS 1934.

Les principes: Armes de la Révolution	149
Parti. — Internationale. — Etat: Prémisses...	160
Le Plan De Man (suite et fin)	166
Organisation et discipline communiste : Pré- misses du problème, A. Bordiga	180
Les difficultés de l'Opposition russe: Rakowsky dépose les armes	184
Le cas Calligaris (voir 3e page couverture)	

N° 6. — AVRIL 1934.

1^{er} MAI 1934	185
La bourgeoisie française expulse Trotsky	187
Problèmes du front unique: Manœuvres ou uni- tés d'action	188
Où va l'impérialisme français, par Mitchell	195
Parti - Internationale - Etat: La classe et sa signification	204
Une quatrième internationale ou une réplique de la troisième, par A. Soep	210
Salut à la « Verità »	216
Maximo rejoint le front de la contre révolution centriste	219

Paraîtra prochainement

Démocratie, fascisme, communisme, par Vercesi.
Problèmes d'Extrême-Orient: La situation de la
classe ouvrière japonaise, par G. Mammone.
La Chine Soviétique, par G. Mammone.
Le problème des Jeunes, par Hilden.

“ Bilan ” est en vente :

— PARIS (FRANCE)

Librairie Farfalla, 269, Faubourg Saint-Antoine.
 Librairie, 25, rue Grange-aux-Belles.
 Librairie du Travail, 17, rue Sambre-et-Meuse.
 Kiosques : 7, Boulevard Saint-Michel.
 47, Boulevard Saint-Michel.

BRUXELLES (BELGIQUE)

Kiosque: Place de la Chapelle.